

# *l'Anti*capitaliste

n°432 | 31 mai 2018 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## LE 2 JUIN CONTRE LA LOI ASILE-IMMIGRATION



## LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION

**Dossier**

**PARCOURSUP**

Pages 6 et 7

**ÉDITO**

L'arbitraire, ça se mérite!

Page 2

**PREMIER PLAN**

26 mai: suite... et pas fin?

Page 3



PHOTOGRAPHE ROUGE / JMB

**ACTU INTERNATIONALE**

Référendum en Irlande:

une grande victoire Page 5

**LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Christophe Prudhomme, médecin urgentiste de l'hôpital Avicenne Page 12



édito

Par JOSÉPHINE SIMPLON

## L'arbitraire, ça se mérite!

Décidément, ce gouvernement reste droit dans ses bottes pour dynamiser l'ensemble des acquis sociaux. Après les annonces sur la généralisation de l'embauche des contractuels, le maintien du gel du point d'indice, le dynamitage des instances représentatives, les départs plus ou moins volontaires, les suppressions d'emplois, les abandons de missions ou leur transfert dans le privé, le gouvernement s'attaque à un nouveau chantier dans la fonction publique. Une des promesses du candidat Macron : la rémunération individuelle des fonctionnaires au mérite. Ces dernières années, les fonctionnaires ont perdu entre 8 et 10 % de leur pouvoir d'achat avec le gel du point d'indice. Face à cela, la seule réponse du gouvernement est de les précariser encore plus en rompant avec le principe de l'égalité de traitement qui s'applique à tous les fonctionnaires. Comment définir, par exemple, qu'un enseignant est méritant ou pas ? Sur quels critères ? Ce système de rémunération peut aussi conduire à privilégier les publics les moins en difficulté : si l'on me dit que mes élèves doivent atteindre un certain niveau pour que je bénéficie d'une prime, je peux tout simplement être incitée à ne sélectionner que les « meilleurEs »...

Il y aurait donc désormais dans la fonction publique les méritantEs et les autres... Les femmes enceintes, les syndicalistes, les malades... La rémunération individuelle au mérite, c'est tout simplement le développement des discriminations dans la fonction publique et également le développement de la compétition entre les agentEs. C'est la volonté de soumettre les salariéEs au dogme de la rentabilité, de transposer des pratiques du secteur marchand dans le secteur public. Or, paradoxe : dans le privé, les cadres peuvent effectivement être rémunérés sur objectifs, mais ce n'est pas le cas de l'ensemble des salariéEs. Développement des CDD, salaire au mérite, compétition entre les personnels : tout cela vise à détruire le collectif de travail. Macron ne veut en rien moderniser la fonction publique mais la précariser, imposer l'arbitraire et mettre au pas toutes celles et tous ceux qui oseraient lever la tête. La fonction publique, et donc les services publics, sont en danger : il est urgent que les fonctionnaires et les usagerEs se mobilisent massivement.

## BIEN DIT

« Plus vous êtes dominants socialement, plus vous êtes protégés des effets de la politique. Sur les 5 euros d'APL par exemple, que Macron justifie avec tant de mépris, chez moi, cela voulait dire manger deux jours en moins : quatre paquets de pâtes chez Lidl et deux pots de sauce tomate. Très souvent ma mère nous disait le soir qu'on ne mangerait pas et elle nous servait un verre de lait. Pour nous, la politique ça voulait dire manger ou pas. Ça n'est pas le cas pour les classes dominantes. »

ÉDOUARD LOUIS, *l'Humanité*, 28 mai 2018.

# À la Une

## Contre la loi asile-immigration Liberté de circulation et d'installation!

*C'est une part de notre avenir qui se joue. Un vent mauvais souffle dans toute l'Europe, celui du racisme et du nationalisme.*

Sommes-nous capables, nous habitantEs des quartiers, avec ou sans papiers, néEs par hasard ici ou ailleurs, cheminotEs, employéEs, précaires, avec ou sans emploi, étudiantEs, de faire classe ? De vraiment converger ? De construire notre monde ? Contre les riches, leur président, leurs patrons, leur État, leurs centres de rétention et leur police ? Nous manifesterons le 2 juin, à l'appel des collectifs de sans-papiers et migrantEs contre la loi asile-immigration avant qu'elle passe au Sénat. Ne venez pas seulEs. Amenez vos amiEs, vos collègueEs, vos camarades, vos voisinEs, votre famille. Venez avec le foyer d'à côté, le centre social du quartier, votre section syndicale... pour faire classe.

### Ouvrir les frontières

Parce que Mamoudou Gassama, Malien, qui a sauvé un enfant, est un sans-papier qui vit dans un foyer. Il est un habitant de nos quartiers. Mais c'est aussi un survivant du système des frontières. De toutes celles qu'il a traversées pour pouvoir être présent ce 26 mai au pied d'un immeuble du 18<sup>e</sup>. Frontières externalisées par l'Europe au Niger et en Libye. Frontières de l'Europe en Méditerranée. Frontières de la France avec l'Italie. Frontières internes, celles du racisme et des contrôles policiers ici en France. Sans papiers comme l'étaient les mortEs de ces dernières semaines, Ismaïl Deh, Sénégalais de 58 ans, depuis 18 ans en France, tabassé à mort par la police à Versailles, Mawda, fillette kurde de 2 ans tuée d'une balle policière à la frontière belge, Blessing, Nigériane de 20 ans noyée dans la Durance suite à une intervention policière.

Nous manifesterons le 2 juin parce que la loi asile-immigration va encore accentuer ces politiques de chasse aux migrantEs, les contrôles, l'enfermement, les expulsions. Macron et Collomb sont les agents du crime. Nous vomissons leurs appels à la nation, à la République, à la patrie, ces appels qui excluent, parmi nous, au côté des migrantEs, les musulmanEs, les Rroms, les NoirEs et les Arabes.

### Contre l'ordre national

L'ordre national est celui de l'enfermement et du contrôle généralisé, des grenades qui mutilent, des frontières qui tuent. Cet ordre cherche à souder une partie de notre classe, sous le drapeau bleu-blanc-rouge et au son de *la Marseillaise*, autour de l'État et de la police. Quand ils exhortent, pour le bien de la nation à sauver « notre » culture, « nos »

valeurs, « nos » entreprises, ce qu'ils veulent sauver, ce sont leurs profits et leurs privilèges, ceux des plus riches. Nous n'avons rien à faire de leurs coffres-forts. Ils ne sont ni à nous ni pour nous. Les trains et les avions sont faits pour voyager, les écoles pour éduquer, les hôpitaux pour soigner. On veut des cheminotEs, du personnel dans les aéroports, des enseignantEs, du personnel soignant dans les hôpitaux pour touTEs. Pas de murs, de tris, de sélection ni de frontières. Pas de policiers, pas de prisons, pas de centres de rétention. Un foulard arraché sur la tête d'une jeune fille au nom de la République, un migrant qu'on expulse dans un avion les bras entravés et la bouche scotchée au nom de la nation, une nouvelle « Une » raciste et sexiste de *Charlie Hebdo* défendue au nom de « nos » valeurs, un flic célébré pour sa bravoure au nom de la patrie sont

LA LOI ASILE-IMMIGRATION  
DEVANT L'ASSEMBLÉE



toutes les voies sur le chemin qui veut faire bafouiller l'histoire et qui nous mène à la guerre de touTEs contre touTEs.

Notre culture n'est pas la leur. Elle ne divise pas, ne sélectionne pas, ne trie pas. Elle bouge, circule et se mélange. Elle voyage, se construit et évolue. Elle n'a ni frontière ni couleur de peau. Elle s'appelle solidarité de classe.

### Contre le racisme et le fascisme, faisons classe!

Nous manifesterons le 2 juin. Parce que le fascisme se développe et que les fascistes prennent confiance. En France comme dans toute l'Europe. Le 2 juin un cortège de la Marche des solidarités qui appelle à la manifestation contre la loi asile-immigration se joindra à la manifestation antifasciste d'hommage à Clément Méric qui partira à 12 heures de Gambetta. Et parce que les politiques anti-migratoires, racistes et sécuritaires font le lit du fascisme, la manifestation antifasciste en hommage à Clément Méric fusionnera à République à 14 heures avec la manifestation contre la loi asile-immigration. Une banderole pour Clément sera en tête de cortège avec celle pour Ismaïl Deh et celle qui demande la liberté de circulation et d'installation. Nous savons bien qu'une manifestation ne suffira pas mais c'est notre pouvoir, notre unité, notre détermination et notre solidarité qu'il faut affirmer. Le 2 juin, c'est une part de notre avenir qui se joue. Plus de 80 collectifs, associations, syndicats et organisations appellent à manifester<sup>1</sup>. Le nombre et la composition de cette manifestation détermineront en partie la suite de tout notre mouvement. Alors sans-papiers et migrantEs, habitantEs des quartiers populaires, syndicalistes, étudiantEs, le 2 juin ferons-nous classe ? Parce que nous avons un monde à gagner. Sans coffre-fort ni frontière.

### Denis Godard

1 - Appel et signataires sur <https://blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites/blog/230518/manifestation-contre-la-loi-asile-immigration-le-2-juin>

26 MAI

## Suite... et pas fin?

*On le savait, les manifestations de samedi dernier étaient importantes pour la mobilisation actuelle. Malgré une grève qui dure, très dure, à la SNCF, l'extension n'est à cette heure pas au rendez-vous. Et la réussite du 26 devait permettre de booster le mouvement, en donnant confiance aux grévistes, au mouvement social, à toute la gauche sociale et politique...*

Fruit d'un travail commun assez inédit – on ne le dira jamais assez – entre 80 syndicats, associations, et partis politiques (dont bien évidemment le nôtre), les forces motrices du rassemblement avaient placé la barre assez haut : faire naître à l'occasion de ce 26 mai une véritable

« marée populaire » anti-Macron dans l'ensemble du pays.

### 50 nuances de rouge...

À la lumière de cette ambition, le bilan mérite d'être discuté de façon nuancée. Si l'on écarte les arguments chiffrés grossiers à charge dont nous abreuvons les macronistes

de tout poil et leurs relais médiatiques – ainsi de la comparaison des chiffres de la manif parisienne avec celle du 5 mai, la « fête à Macron », qui était une manifestation nationale avec montée à Paris... –, le pari a pour partie été réussi. Un travail d'organisation inhabituel qui a fait agir ensemble un large secteur du mouvement ouvrier, près d'une centaine de manifestations sur l'ensemble du territoire, et des chiffres de participation dont on n'a pas à rougir, au vu en particulier du court temps de préparation (deux semaines) et de la séquence dans laquelle s'inscrit cette journée. Ce dernier aspect est d'ailleurs une des limites qui ont marqué ce 26 mai, arrivé trop tardivement pour jouer pleinement le rôle de catalyseur du mouvement, pour permettre cette « coagulation » que craint tant le pouvoir, le niveau de participation

(80 000 dans la capitale, et 200 000 de plus sur l'ensemble du territoire) et le visage de ces cortèges en aura été l'illustration. Pas de vagues populaires massives de manifestantEs, une structuration assez traditionnelle des cortèges, essentiellement autour des syndicats et des partis, avec un rapport de forces syndicats/partis plus important pour ces derniers, ce qui a contribué à donner souvent un visage plus politique, plus anti-gouvernemental, aux manifestations. Pour nuancer, soulignons quand même que dans quelques endroits, des visages que l'on ne croise pas toujours dans les manifestations du mouvement social « traditionnel » sont apparus, et qu'à Paris, heureusement en bonne entente avec le cadre d'organisation, des militantEs des quartiers populaires, en particulier celles et ceux qui se battent au quotidien contre les



## Avant mai... le fond de l'air avait rougi

« **M**ai 68 fut une convergence, c'est comme si des milliers de petites rigoles avait abouti au même point, formant un lac d'impatience qui ne pouvait que déborder » écrit l'écrivain, militant en 68 et non repent, Jean-Christophe Bailly. Mais 68 ne se réduit pas à mai 68 et on ne comprendrait pas les événements si on faisait abstraction d'un contexte qui sape l'ordre ancien, en France et sur le plan international.

Le mouvement communiste (stalinien) international se fragmente et ce n'est pas sans incidence en France. En 1964, le PC chinois rompt totalement avec l'URSS, accusée d'être « révisionniste » et « sociale-impérialiste ». Depuis la fin des années 1950, le PC italien a commencé à soutenir la nécessité d'un « polycentrisme »

du mouvement communiste international tout en manifestant une plus grande ouverture vis-à-vis des courants critiques : le contraste est fort avec le PCF, toujours crispé sur sa fidélité à l'URSS.

La guerre d'Algérie a vu des militants de diverses origines s'engager dans un soutien effectif aux indépendantistes algériens (ce que le PCF se refusait à faire). Ensuite, avec la guerre US au Vietnam, des secteurs significatifs de la jeunesse se forgent une conscience internationaliste, en décalage encore avec la politique timorée du PCF qui se contente d'appeler à la « paix au Vietnam ». Ces tensions se réfractent tout particulièrement dans l'Union des étudiants communistes où vont s'affronter, outre les fidèles à la ligne du PCF, « italiens », prochiinois et fraction de gauche qui donnera naissance à la JCR.

Sur le plan idéologique, la pensée marxiste connaît un regain de vivacité polymorphe et indépendant des

normes fixées par le PCF. En 1960 ont été fondées les éditions Maspéro : pratiquement tout ce qui compte dans le renouveau marxiste, sur le plan de la sociologie, de l'économie et de la politique y sera édité. François Maspéro édite la revue *Partisans*, et d'autres revues comme *les Temps modernes* contribuent au débat idéologique. Une autre composante importante de la pensée critique est la dénonciation des différentes formes d'oppression du monde moderne, du genre de vie capitaliste (où « on perd sa vie à la gagner »), de la « misère de la vie quotidienne », à quoi s'ajoute la dénonciation du conservatisme gaulliste en matière de morale et de mœurs.

Il y a bien sûr aussi le réveil des luttes ouvrières à partir de la grande grève des mineurs de 1963 et le mécontentement massif engendré par les ordonnances gaullistes sur la sécurité sociale, cela alors que les salaires ouvriers sont particulièrement bas,

que les horaires dépassent 48 heures par semaine et que les conditions de travail restent dégradées (en 1968, on recense 2,5 millions d'accidents du travail pour une population salariée active de 16,5 millions de personnes). Des conflits locaux, durs et prolongés, éclatent à partir de 1966 dans diverses régions. *À bientôt, j'espère* : tel est le titre d'un film sur la grève de la Rhodiaceta de Besançon en 1967... Enfin, si l'Université reste peu ouverte aux enfants d'ouvriers et d'employés, nombreux sont les étudiantEs issus des « couches moyennes » qui s'inquiètent pour leur avenir, mettent en cause la structure de l'enseignement, d'autant que le pouvoir projette de renforcer la sélection.

Tout cela se conjugue pour créer, en particulier dans la jeunesse, quelque chose qui ressemble à « l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime » évoqué par Trotski.

**Henri Wilno**

## ISRAËL, ÉTAT D'APARTEID Contre la visite de Netanyahu à Paris et la « Saison France-Israël »

Pour la troisième fois en moins d'un an, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu sera reçu, le 5 juin prochain, par Emmanuel Macron. L'occasion, apprend-on sur le compte Twitter de l'ambassade d'Israël, d'évoquer « l'accord iranien, l'Iran, la Syrie, le Liban, les territoires palestiniens », et de participer à l'inauguration de l'exposition « Israël@Lights » au Grand Palais. Une visite et une inauguration contre lesquelles de nombreuses voix s'élèvent légitimement.

Lors de la précédente visite de Netanyahu, en décembre dernier, Macron avait demandé au Premier ministre israélien de faire « un geste courageux envers les Palestiniens ». Six mois plus tard, les seuls « gestes » de Netanyahu ont été la colonisation, les expulsions, les arrestations et la répression sanglante de la « Grande marche du Retour » à Gaza, avec notamment la tragique journée du 14 mai et plus de 60 morts chez les manifestantEs palestiniens.

### « Renouveler le regard que portent les Français sur Israël »

Qu'à cela ne tienne. La France de Macron continue, malgré des protestations purement verbales, de faire les yeux doux à Israël et a choisi, en dépit des protestations, de maintenir la « Saison France-Israël 2018 »,

dans le cadre de laquelle se déroule l'exposition qui sera inaugurée le 5 juin. Une « saison » qui, selon les autorités françaises, a « pour ambition de montrer la vitalité de la relation bilatérale dans les domaines culturels et scientifiques, de marquer une nouvelle étape dans les relations économiques et de renouveler le regard que portent les Français sur Israël et les Israéliens sur la France » (sic).

En d'autres termes, une participation de la France à une opération de blanchiment de l'État d'Israël qui, on ne le sait que trop bien, utilise la vitrine culturelle et scientifique pour normaliser son image sur la scène internationale, ainsi que l'a récemment reconnu Reuven Rivlin, président de l'État d'Israël, en déclarant que « les institutions culturelles forment une vitrine dans laquelle Israël présente d'elle-même une image démocratique, libérale et critique ».

Une complicité active de la part de la France qui admet vouloir contribuer à « renouveler le regard que portent les Français sur Israël » à l'heure où les enquêtes d'opinion confirment les unes après les autres une dégradation de l'image d'Israël, dans l'ensemble des pays occidentaux, en raison de sa politique coloniale à l'égard des Palestiniens.

### « Comment pourrions-nous faire comme si de rien n'était ? »

Dans une pétition publiée le 4 mai sur *Mediapart*, 80 personnalités du monde de la culture, parmi lesquelles Annie Ernaux, Jean-Luc Godard, Alain Damasio, Dominique Grange et Ernest Pignon-Ernest, déclaraient ce qui suit : « Par solidarité avec les Palestiniens, nous refusons de figurer dans cette vitrine, nous ne participerons pas à la Saison France-Israël et nous appelons à ne

pas y participer sous quelque forme que ce soit. » Quelques jours plus tard, une pétition d'universitaires demandait l'annulation des « festivités » : « Comment en effet pourrions-nous faire comme si de rien n'était ? Comme si des dizaines de jeunes gens n'avaient pas été assassinés de manière préméditée ? Comme si des centaines de manifestants demandant seulement le respect de leurs droits fondamentaux n'avaient pas été estropiés à vie ? Comme si le ghetto de Gaza ne courait pas le risque d'être purement et simplement liquidé, avec la complicité, active ou passive, de la communauté internationale ? » Des prises de position de bon sens, auxquelles nous apportons tout notre soutien, ainsi qu'aux initiatives qui auront lieu le 5 juin pour protester contre la visite de Netanyahu et la complicité des autorités françaises.

**Julien Salingue**



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

là aussi nécessaire et possible en direction des quartiers populaires. Nous avons aussi porté l'idée qu'à cette « marée populaire », il reste

plus que jamais nécessaire de faire succéder des « vagues de grève », à construire dans un maximum de secteurs professionnels. Après pas

loin de deux mois de grève cheminote, la solidarité et l'engagement de tout le mouvement doivent s'exprimer. Après ce 26 mai, l'étape suivante devrait logiquement être une nouvelle journée de grande manifestation (peut-être nationale), mais un jour de semaine, avec donc des appels à la grève. Ainsi, la prochaine grande journée cheminote, le jeudi 7 juin, devrait apparaître dans le calendrier comme une étape incontournable visant à travailler à un nouveau rebond du mouvement actuel contre les différentes contre-réformes de Macron. Comme l'a dit samedi dernier dans sa prise de parole Aurélie Trouvé au nom du collectif organisateur, « Le gouvernement fait la sourde oreille ? Forçons-le à nous entendre ! » Reste à nous en donner collectivement les moyens, ainsi que la volonté...

**Manu Bichindaritz**

## Le chiffre

# 17,5 millions

C'est, en euros, selon un avis d'attribution publié le 24 mai, le montant des contrats passés entre l'État et plusieurs firmes françaises pour fournir, dans les quatre ans à venir, la police et la gendarmerie en grenades lacrymogènes et lanceurs. De toute évidence, du côté du pouvoir, on n'a pas décidé de lever le pied sur la répression de la contestation sociale.



## Agenda

**Du 1<sup>er</sup> au 3 juin, « 5 ans : Clément toujours présent », Paris.** Week-end antifasciste de lutte et d'hommage. Le programme sur <http://www.pourclement.org/>

**Samedi 2 juin, Attac fête ses 20 ans, Paris.** À partir de 12 h à la Bellevilloise, métro Gambetta. Le programme sur <https://france.attac.org>

**Samedi 2 juin, manifestations pour le retrait du projet de loi asile-immigration.** À Paris, départ 14 h à République.

**Mardi 5 juin, rassemblement contre la venue de Netanyahu en France, Paris.** À 18 h 30 devant le Grand-Palais, métro Champs-Élysées-Clémenceau.

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

« On veut un pays d'homos ? Alors dans dix ans, il n'y aura plus personne. Regardez dans l'histoire, la Grèce, c'est l'une des raisons de sa décadence. »

SERGE DASSAULT, France Culture, 7 novembre 2012, à propos du « mariage pour touTEs ».

violences policières (notamment le comité Vérité et Justice pour Adama), se sont emparés de cette date pour manifester dans un cortège de tête pour un « 26 mai pimenté »...

### Franchir de nouvelles étapes

Dans ces manifestations, dans les médias, nous avons avancé l'idée que l'unité entre toutes les organisations syndicales, associatives, politiques, avec les collectifs de lutte, est non seulement nécessaire mais qu'elle est possible. Cela restera la grande force de ce samedi, qui a rompu – au moins temporairement – avec la politique des prés carrés respectifs où chacun cultive tranquillement son jardin... La route reste toutefois longue : en témoigne la prudence dont a fait preuve la direction de la confédération CGT au niveau de l'animation du processus, ou les ratés concernant une extension

## RÉPRESSION Désarmer la police: une mesure de santé publique

Une nouvelle fois, les «forces de l'ordre», police et gendarmerie, se sont illustrées par un déchaînement de violence sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, blessant de nombreux manifestantEs.

Dans un rapport de forces totalement asymétrique, 2000 gendarmes suréquipés, précédés d'engins blindés, se sont livrés du 21 au 23 mai à une véritable opération de guerre contre plusieurs centaines de zadistes protégeant leurs habitations, et tentant de ralentir l'avancée des forces de répression. Le résultat : près de 300 blessés dont plusieurs gravement. Il n'y a eu pratiquement aucun d'affrontement direct, mais une utilisation insensée de tirs de grenades en tout genre, dont la fameuse GLI-F4 responsable de nombreuses mutilations par le passé : 25 janvier 2001 à Lille, main arrachée pour Édouard ; 29 janvier 2009 à Saint-Nazaire, orteils arrachés pour Pascal ; 26 octobre à Pont-du-Buis, main arrachée pour Mickaël ; 15 août 2017, pied arraché pour Robin...



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

### Des armes létales sur la ZAD

C'est un étudiant lillois solidaire avec les occupants de la ZAD qui, cette fois, a dû être amputé de la main. Comment aurait-il pu en être autrement alors que 10 000 grenades lacrymogènes et 1 000 grenades dites de désencerclement ont été tirées ? Pourtant, l'utilisation de ces grenades a, à maintes reprises, fait l'objet de recommandations de la part de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) et de l'Inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN) comme dans un rapport rédigé en 2014 : « L'usage de grenades peut mutiler ou blesser mortellement un individu » et « provoquer des lésions irréversibles de l'ouïe ». « Les grenades à main de désencerclement sont légalement justifiées dans le cas d'ouverture du feu sur les représentants de la force publique ». C'est donc en parfaite illégalité et en dépit des graves dangers encourus que l'utilisation de ces armes est assumée par l'appareil répressif de l'État et le ministre de l'Intérieur Collomb, celui qui en a « marre de passer pour le facho de service » !

### Une longue tradition de violences couvertes par l'État

Il serait fastidieux de revenir ici sur tous les crimes et violences policières commis au cours de « missions » de « maintien de l'ordre ». Pour mémoire, le 31 juillet 1977, lors de la manifestation s'opposant à la construction d'un surgénérateur à Creys-Malville, le militant anarchiste Vital Michalon avait été tué par un tir de grenade offensive alors qu'il n'était engagé dans aucun affrontement. Un autre manifestant avait eu un pied arraché, et un écologiste allemand avait vu sa main voler en éclats alors qu'il tentait de renvoyer une grenade. « En France, nous avons la chance d'avoir d'excellents prothésistes » : le commentaire du ministre de l'Intérieur de l'époque, Yves Bonnet, avait fait scandale, mais résume bien le peu de cas que font les autorités du sort des manifestantEs réprimés sauvagement.

### Ne pas banaliser ni s'habituer

Les victimes des violences policières et leurs familles organisées dans différents collectifs ont manifesté samedi en tête de la « marée populaire » à Paris. Des procès et de nombreuses procédures sont en cours, des pétitions sont initiées et massivement signées. Des manifestations sont programmées, telle celle du samedi 16 juin pour exiger la vérité et la justice pour Lamine Dieng, assassiné par la police il y a 11 ans. Nous en serons !

Alain Pojolat

## Maryam Pougetoux : la parole en trop

ISLAMOPHOBIE

« [La] subalternisation ne se limite pas tant dans une confiscation de la parole que par une incapacité à entendre cette parole. En effet, bien des femmes dites du Sud parlent, agissent et participent, mais la lentille (post)coloniale par laquelle elles sont écoutées ou observées déforme leurs discours, souvent à la faveur des clichés orientalistes. » (Leila Benhadjoudja)

Jour après jour, les principaux médias et personnalités politiques nous le répètent : l'islam serait le cheval de Troie des djihadistes ; les musulmanEs, l'ennemi intérieur ; « la femme voilée », l'incarnation de l'aliénation religieuse et donc potentiellement la pire des prosélytes.

La réalité étant têtue et irréductible à une telle caricature, les plus hautes sphères de l'État, la quasi-totalité du spectre politique et médiatique et des associations comme le « Printemps républicain » sont obligés de déployer en permanence des efforts démentiels pour entretenir la fiction orientaliste selon laquelle l'islam constituerait une réalité homogène, figée, anhistorique et essentiellement misogyne et selon laquelle les femmes portant le voile seraient des objets, toujours victimes et dénuées de toute agentivité.

### Rendre Maryam inaudible

C'est dans ce contexte que, le samedi 12 mai, Maryam Pougetoux, porte-parole de l'UNEF, s'exprime contre la sélection à l'université. Par son irruption, aussi brève soit-elle, dans un monde médiatique où



les femmes musulmanes portant le voile sont toujours objets (mais rarement sujets) du débat, par son engagement politique, par sa fonction de représentante élue au sein de l'UNEF, Maryam Pougetoux ébranle l'édifice idéologique colonial dans lequel ils essaient de nous enfermer. Les femmes portant le voile, tout comme l'islam, ne

sont pas ce qu'on nous dit d'elles, Maryam Pougetoux en est la preuve vivante. Il devient alors urgent de la rendre inaudible, de la faire rentrer dans le moule de la fiction orientaliste. Telle est la fonction du déferlement islamophobe qu'elle subit depuis lors. Ce travail de négation de la personne et de sa parole peut prendre

des formes frontales et décomplexées comme avec la « Une » de *Charlie Hebdo* qui, dans une iconographie d'héritage colonial, déshumanise et objectifie Maryam Pougetoux (« Ils m'ont prise pour diriger l'UNEF ») ou des formes plus subtiles comme les discours de La France insoumise : « Lorsque l'on est représentant politique ou syndical en fonction, on ne donne pas à voir ses convictions religieuses car on doit s'attacher à représenter tout le monde » (Adrien Quatennens). Mais au-delà des formulations, la logique est la même : bâillonner Maryam, fausser la réalité, et rétablir le discours colonial hégémonique.

### Islamophobie genrée

Cette idéologie hégémonique, l'islamophobie genrée, vient justifier et renforcer l'ordre politique et économique capitaliste, raciste et patriarcal. Julien Dray, avec une sincérité déconcertante, nous le rappelle lorsqu'il affirme ce qui suit : « Qu'une adhérente du syndicat décide de porter le voile [...], je peux l'admettre, [...] mais qu'elle devienne porte-parole, cela n'est pas possible. » Autrement dit, pour celles et ceux qui ne l'auraient pas compris : la place d'une femme portant le voile dans la division sexuelle et raciale du travail, qu'il soit militant ou marchand, est subordonnée et dans l'invisibilité : faire le ménage pour le camarade ou pour le patron, par exemple. Maryam Pougetoux, par le simple fait d'apparaître au grand public pour ce qu'elle est, une femme engagée, politisée, élue, féministe, et musulmane, remet en cause l'idéologie hégémonique qui entretient l'ordre social actuel. Les ennemis de l'émancipation ne s'y sont pas trompés !

Élisa et Hugo (Paris 17-18)

## PRÉSIDENT DES RICHES Les aides et les prestations sociales ratiboisées !

Le 20 mai, Bruno Le Maire déclarait : « Le volet social, c'est 50 % de la dépense, dire que l'on va réduire la dépense publique sans rien toucher aux aides sociales, ce ne serait pas cohérent, ce ne serait pas juste ni lucide. »

Cette annonce brutale a eu un certain retentissement dans les médias et n'allait pas améliorer l'image de Macron que ses communicants s'efforcent de peaufiner. *Le Monde* affirme que l'Élysée a demandé de tempérer les propos du ministre : il ne fallait pas, selon la présidente LREM de la commission des Affaires sociales au Parlement, « accréditer l'idée que le président de la République est le président des riches ». Gérald Darmanin, le ministre des Comptes publics, est monté au créneau pour expliquer que le gouvernement ne toucherait pas aux aides sociales individualisées. C'est un leurre car ces aides sont délivrées de façon ponctuelle et exceptionnelle par un organisme social (CPAM ou CAF) après accord d'une commission spécifique. Il a par ailleurs conforté les propos de Le Maire en rappelant qu'il « faut faire des réformes importantes dans le domaine social car il y a évidemment des économies à faire ».

### Des politiques sociales à la charité

Il n'y a rien de nouveau dans cette politique : ses modalités sont préparées dans le cadre de CAP 22



(Comité action publique 2022), des commissions composées de représentants de la haute bourgeoisie chargées de préparer la destruction de toutes les politiques sociales. Des dizaines de prestations et d'aides sociales concernant la santé, la famille, les retraites, le chômage, les pauvres, les personnes handicapées, les agriculteurEs, les étudiantEs... sont dans le collimateur

du gouvernement. Il envisage de les rogner, sous couvert d'harmonisation et de simplification, en créant « un guichet unique », ce qui conduirait à terme à la destruction des diverses institutions sociales, Sécu, Pôle emploi, centres d'action sociale territoriaux... À la question « Vous entendez ce que va dire l'opposition : après les propositions pour les plus riches,

on va baisser les aides sociales », Le Maire répond qu'à partir du moment où des emplois ont été créés, « nous ne sommes pas condamnés à compenser les inégalités par toujours plus de dépenses publiques, toujours plus d'impôts pour les contribuables », alors que selon l'Insee au premier trimestre 2018, pour l'ensemble des catégories, le nombre de chômeurEs dans la France entière atteint 6 592 100 personnes contre 6 627 100 personnes au trimestre précédent, soit une baisse de 0,5 % !

L'annonce du gouvernement d'une « baisse des aides publiques aux entreprises qui pourrait atteindre jusqu'à cinq milliards d'euros » est également un mensonge car d'autres cadeaux faramineux sont programmés : l'impôt sur les sociétés va diminuer de 22,3 % d'ici à 2022, le CICE sera pérennisé en 2019 sous forme de nouvelle diminution de la part patronale des cotisations sociales et la suppression du forfait social sur l'intéressement et la participation incitera les employeurs à privilégier l'intéressement et la participation au détriment du salaire et diminuera encore plus les recettes de la Sécurité sociale. **S. Bernard**

# RÉFÉRENDUM EN IRLANDE Une grande victoire

Il y a eu des étapes dans l'évolution de cette Irlande profondément catholique, où 90% de la population assistait régulièrement à la messe. Le divorce, puis le mariage entre deux personnes du même sexe ont été approuvés par vote populaire (en 1995 et 2015 respectivement). Il y a eu les scandales sur la pédophilie au sein de l'Église, et sur le traitement des jeunes mères non mariées dans les «Magdalene laundries» gérées par les ordres religieux catholiques. En ce qui concerne l'avortement, la mort de Savita Halappanavar en 2012, une dentiste indienne à qui on refusait l'IVG qui lui aurait sauvé la vie, sous prétexte que le cœur du fœtus battait, a marqué un tournant. Depuis 2013 quelque 25 avortements par an ont pu avoir lieu en Irlande, pendant que dix femmes par jour continuaient à partir en Grande-Bretagne pour se faire avorter et quatre autres commandaient les médicaments par internet.

## Forte mobilisation

Le vote «oui» a été majoritaire dans tous les secteurs de la population sauf parmi les plus âgées (plus de 65 ans) et dans une seule circonscription, le Donegal dans le nord-ouest. Dans toutes les autres circonscriptions le «oui» a obtenu au moins 55%, jusqu'à 78% dans une des circonscriptions de Dublin. La campagne pour le «oui» a mobilisé très largement dans la société irlandaise, avec des coalitions larges d'associations, de partis et de syndicats organisant des réunions, des affichages, du porte-à-porte partout dans le pays. Et les IrlandaisES à l'étranger éligibles pour voter (absents depuis moins de 18 mois) ont également entrepris des longs voyages pour revenir voter oui – de

De façon massive (66,4% contre 33,6%) les IrlandaisEs ont voté oui à l'abrogation de la clause de la Constitution (le 8<sup>e</sup> amendement) qui disait que la vie d'un fœtus était aussi importante que la vie de la femme. Cet amendement était le résultat d'un référendum populaire en 1983, donc beaucoup se sont déjà battus contre et ont attendu cette victoire depuis longtemps.



DR

l'Australie, du Canada, de Singapour, proposant parfois, quand ils ou elles ne pouvaient pas voyager, d'aider quelqu'un d'autre pour aller voter oui. Les IrlandaisEs sont en outre très massivement venus de Grande-Bretagne où le Syndicat national des étudiants (NUS) et des syndicats d'étudiantEs de certaines universités (par exemple Oxford) ont aidé à financer les voyages pour celles et ceux qui voulaient retourner voter.

## Une législation en positif

Il faut maintenant une législation en positif. L'engagement du gouvernement, suivant la recommandation du comité parlementaire qui s'est penché sur la question,

est de légaliser l'IVG à la demande de la femme jusqu'à 12 semaines, et pour raisons médicales jusqu'à 24 semaines. Cette proposition faisait partie du débat pendant la campagne et, même si elle était moins plébiscitée que l'abrogation, elle n'a pas été un obstacle au «yes» massif.

Le Premier ministre et son ministre de la Santé ont promis d'introduire la loi au Parlement dans les six mois. Il faudra aussi que les moyens suivent et qu'une clause de conscience pour les professionnels de la santé ne devienne pas un obstacle à l'accès à l'IVG pour les femmes. Il faudra également que les TD (membres du Parlement), qui auront un vote libre sur la

législation, respectent les vœux de l'électorat. Le leader de Fianna Fáil, Micheál Martin, dont plusieurs des parlementaires, et une grande partie de son électorat, ont soutenu le non, a demandé à ses TDs de respecter le vote populaire.

## Du côté du Nord...

Les yeux des Irlandaises se tournent maintenant vers le nord, les six comtés qui font toujours partie du Royaume-Uni, mais où la loi de 1967 libéralisant l'accès à l'avortement n'a jamais été appliquée. Donc les Irlandaises du Nord sont également obligées de faire le voyage vers l'Écosse ou l'Angleterre pour pouvoir pratiquer une IVG. Ce blocage concernant l'IVG est venu historiquement aussi bien de l'Église catholique que des protestants intégristes qui dominent le parti le plus important, le Democratic Unionist Party (DUP). Aujourd'hui ce sont les dix parlementaires du DUP élus à Westminster qui permettent la survie du gouvernement de Theresa May. La ministre de l'Égalité et des Droits des femmes du gouvernement May, et ses trois prédécesseurs, demandent que le Parlement de Westminster vote maintenant l'extension de la loi de 1967 à l'Irlande du Nord, une proposition refusée par le DUP et par May. Les Irlandaises seront peut-être à l'origine de la prochaine crise du gouvernement britannique.

Penelope Duggan

# ITALIE La crise s'intensifie

La crise gouvernementale, qui semblait en voie de résolution avec l'accord entre le mouvement Cinq Étoiles et la Ligue, s'est au contraire renforcée et transformée en crise institutionnelle. Le président de la République a en effet repoussé la proposition de nomination du ministre de l'Économie en raison de ses positions critiques sur l'UE et l'euro, poussant ainsi le Premier ministre désigné, Conte, à renoncer à ses fonctions.

Le président a fait appel le 28 mai à une personnalité de l'élite économique et financière, Cottarelli, connu pour sa volonté de réduire les dépenses publiques, afin de lui confier le poste, ce qui constitue une ingérence très lourde sur le plan démocratique et institutionnel.

## Un projet réactionnaire

La Ligue et le mouvement Cinq Étoiles se préparaient à gouverner sur la base d'un accord incertain, dont la philosophie prévoyait quelques variantes par rapport aux approches néolibérales classiques, et se fondait sur des éléments de néoprotectionnisme et de néosouverainisme tempérés, de manière à rester dans les limites du cadre du capitalisme européen. Les composantes sociales de ce programme étaient floues, à propos des retraites et des indemnités des chômeurEs, alors que dominaient les contenus sécuritaires de la Ligue sur les thèmes de la justice et de l'expulsion et du refoulement des migrantEs, ainsi que l'introduction de la flat tax au profit des classes supérieures; étaient par ailleurs maintenues toutes les dispositions prises par les précédents gouvernements qui ont conduit à la précarité rampante et à l'affaiblissement des droits du travail, énormes cadeaux au patronat italien. Un «contrat» qui, au-delà des grandes déclarations sur les changements attendus par une grande part de la population, ne peut cacher aux yeux avisés sa nature fondamentalement réactionnaire et de droite, et la volonté de désarticuler davantage le mouvement des travailleurEs.

## Pressions néolibérales

Avant que le gouvernement ne soit constitué se manifestait toutefois déjà une solide opposition de la part de la bourgeoisie dans les organes de presse et les couloirs feutrés des institutions. Cette opposition traduisait les pressions du front néolibéral européen qui, sur la base de l'exemple donné par Macron en France – la référence la plus appréciée par la classe dominante italienne – voudrait construire une réponse politique à la crise du Parti démocrate. Derrière les appels d'usage à la défense de l'État démocratique et dénonçant l'incompétence des nouveaux arrivants se dissimulent les préoccupations des marchés financiers et des institutions économiques européennes qui voudraient que l'Italie ne devie en aucune façon des politiques néolibérales dominantes et qu'aucune contradiction supplémentaire ne soit introduite dans l'UE.

## Construire une véritable opposition

La situation politique et institutionnelle est confuse. Se dirige-t-on vers des élections anticipées, comme le demandent la Ligue et le mouvement Cinq Étoiles? Un mystérieux «gouvernement du président», «neutre», sera-t-il formé? Avec quelle majorité? Aujourd'hui la vraie gauche italienne et les mouvements sociaux sont appelés à la construction d'une opposition qui doit faire obstacle, d'une part, à l'austérité néolibérale de la bourgeoisie italienne et européenne soutenue par le PD et par Forza Italia et, de l'autre, au souverainisme de la Ligue et du mouvement Cinq Étoiles et à leurs mesures réactionnaires. Cette opposition doit être fondée sur des priorités sociales claires: soutien aux luttes sur les lieux de travail et à leur unification sur quelques mots d'ordre cohérents avec les besoins exprimés: réduction du temps de travail sans réduction de salaire, mise en place d'un salaire social pour les chômeurs et les précaires, intervention publique dans l'économie, unité de tous les exploités, y compris les migrantEs.

Franco Turigliatto (traduction Agatha)

# GRANDE-BRETAGNE L'urgence de renationaliser le rail

La ligne de chemin de fer East Coast Main Line, qui relie Londres à Aberdeen, en Écosse, va passer temporairement sous le contrôle de l'État à partir du 24 juin, tant il est devenu évident que les compagnies qui possèdent la franchise, Virgin et Stagecoach, ne pourront pas verser les paiements prévus dans le contrat à 3,3 milliards de livres (3,8 milliards d'euros) signé il y a trois ans.

Cette récente annonce fait suite à une précédente déclaration du secrétaire aux transports Chris Grayling, affirmant que la franchise se terminerai trois ans plus tôt que prévu, en 2020, ce qui permet aux opérateurs d'économiser 2 milliards de livres (2,3 milliards d'euros). Mais malgré cette débâcle, le gouvernement conservateur a expliqué que cela n'aurait pas d'impact sur la possibilité pour ces opérateurs d'obtenir de nouvelles franchises.

## Bis repetita

C'est la troisième fois en dix ans que cette ligne est nationalisée, les offres d'exploitation privée ayant à chaque fois reposé sur des mensonges. Entre 2009 et 2015, la ligne a été exploitée par une entreprise possédée par le gouvernement, Directly Operated Railways (DOR), qui avait pris le contrôle de la franchise de l'opérateur privé National Express. Pendant cette période, DOR avait reversé des sommes d'argent significatives dans les comptes publics. Par exemple, en 2013-2014, le bénéfice avant impôt était de 225,3 millions de livres (258 millions d'euros) et ce sont



DR

216,8 millions de livres (248 millions d'euros) qui avaient été reversés au département des Transports. C'est pourquoi l'annonce selon laquelle la franchise ne serait que temporairement dans le giron public est vue comme une imposture.

## «Le secteur public prend les risques et les compagnies prennent les profits»

Andy McDonald, du Parti travailliste, a déclaré que le gouvernement avait «cyniquement reprivatisé» la ligne à la veille de l'élection de 2015, ajoutant: «Nous allons de renflouement en renflouement. Les compagnies ferroviaires y gagnent,

les passagers et les contribuables y perdent. [...] Et aucun bricolage ne pourra résoudre la faillite d'un système privatisé et brisé dans lequel le secteur public prend les risques et les compagnies prennent les profits.»

Les syndicats ferroviaires exigent de Grayling que la ligne reste dans le giron du public. Le secrétaire général du syndicat RMT [Rail, Maritime, Transports], a expliqué: «C'est la deuxième fois que le gouvernement en appelle au secteur public pour lancer une opération de sauvetage sur la côte est et, plutôt que de faire un arrangement temporaire, Chris Grayling devrait

écouter son équipe et le public et le rendre permanent.»

## En finir avec les privatisations

L'ensemble de l'industrie du rail est dans un état lamentable en Grande-Bretagne, avec des compagnies qui s'en prennent aux conditions de travail des salariéEs ou qui ignorent les besoins des passagers handicapés et à mobilité réduite en essayant de se débarrasser des accompagnateurs sur de nombreuses lignes. Les prix augmentent, les retards et les annulations se multiplient, ce qui n'aide pas la Grande-Bretagne à réduire ses émissions de carbone puisque le recours aux transports routiers augmente. Et le désordre créé par le nombre importants de franchises rend difficile, et même ridiculement compliqué, d'organiser des voyages en train sur une longue distance.

C'est pourquoi le Parti travailliste de Jeremy Corbyn s'est engagé à renationaliser le rail. Il s'agit d'une prise de position extrêmement populaire, soutenue par près des 2/3 de la population. Le travailliste John McDonnell explique que le projet consiste à remettre sous contrôle public chacune des 25 franchises une fois qu'elles arriveront à leur terme, et d'en finir avec la séparation entre le rail et le transport, produite par la privatisation.

Veronica Fagan (traduction JS)



## PARCOURSUP

# LA MACHINE À CLASSER ET À SÉLECTIONNER

**L**e 22 mai, les lycéenEs et leurs parents prenaient connaissance des premiers résultats de Parcoursup. Et comme on pouvait malheureusement le prévoir, le nouveau dispositif d'admission dans l'enseignement s'est révélé être une terrible machine à classer et à sélectionner, avec 400 000 élèves refusés ou en attente. À l'heure où ces lignes sont écrites, ils et elles sont encore près de 300 000 à ne pas savoir de quoi leur avenir sera fait, alors que les épreuves du bac approchent.

## LA VIOLENCE SYMBOLIQUE DU GOUVERNEMENT

Blanquer, le ministre de l'Éducation nationale, l'avait promis dès son entrée en fonction: il allait changer le système d'admission à l'université (le site APB). Trop de lycéenEs étaient mal orientés, et ne continuaient pas leurs études universitaires dans la voie qu'ils avaient choisie au départ. Même si l'INSEE constatait que 80% des étudiantEs sortaient avec un diplôme, même si on a le droit à l'erreur lorsqu'on est jeune... Peu importe: Blanquer est plus têtue que les faits.

**L**e ministère a pondu un nouvel algorithme: Parcoursup. Fini le tirage au sort (introduit par le précédent gouvernement, qui concernait 0,62% des élèves); fini le classement des vœux de poursuite d'études. Il suffisait d'un CV et d'une lettre de motivation et chaque lycéenE aurait sa chance. Ainsi, toutes les filières sont devenues sélectives, et pas seulement les BTS, IUT et classes préparatoires. Parcoursup s'est mis en place en même temps que la loi ORE et répond à la même logique de sélection et d'orientation des jeunes les plus en difficulté scolaire (et souvent sociale) vers des études courtes ou des voies de garage.

### Une (mauvaise) blague

Bien sûr, il était facile de voir que cette «égalité des chances» allait défavoriser les élèves issus des quartiers populaires. Impossible de traiter correctement plusieurs dizaines de milliers de dossiers d'étudiantEs. Alors les universités ont eu recours à des algorithmes

locaux, qui trient en fonction des notes et des lycées. Les lettres de motivations n'ont pas été lues; les CV n'ont pas été ouverts. La mobilisation des étudiantEs et des enseignantEs d'université aurait dû alerter le gouvernement, de même que les tribunes et les pétitions. Mais il n'est pas plus obstiné qu'un Blanquer ou qu'une Vidal! Face au manque de places, il faudrait créer des universités; face au désarroi des nouveaux étudiantEs, il faudrait avoir plus d'enseignantEs, qui auraient le temps de réfléchir à des pédagogies adaptées tout en continuant leurs recherches, pour assurer un fort niveau de qualification... Mais le gouvernement a choisi la route opposée.

### Mise en place de la sélection des pauvres

Le couperet est tombé le mardi 22 mai. Les résultats de Parcoursup correspondent à nos prévisions: les meilleurs élèves ont été acceptés partout et les autres ont été refusés ou, au mieux, sont en attente

que les meilleurs aient fait leur choix d'études. Un récent sondage du SNES établit que 53,6% des élèves de l'académie de Créteil sont dans ce cas. Mais ces proportions touchent d'abord les lycées les plus populaires. Il sont 95% dans ce cas au lycée Bécquerel à Nangis (77) ou encore 80% des STMG au lycée Olympe-de-Gouges à Noisy-le-Sec (93) et cela monte jusqu'à 100% des élèves de STMG au lycée Mistral de Fresnes (94).

Les filières technologiques sont les plus touchées par ce phénomène. Dans l'académie de Créteil, on compte 64,3% des élèves de STMG, 73,9% en STI2D et 66,4% en STL qui sont refusés ou en attente. Mais les filières générales des quartiers populaires ne sont pas en reste, avec 53,7% en ES; 49,3% en S et 41,1% en L. La voie professionnelle n'apparaît pas dans ce sondage, mais force est de constater qu'elle est aussi grandement touchée.

### À bas la violence de Macron!

Et c'est là qu'apparaît clairement la politique du gouvernement:

empêcher par tous les moyens à sa disposition (violence symbolique via Parcoursup; violence physique dans les manif) que les jeunes des quartiers populaires aient accès aux études supérieures. C'est-à-dire rompre avec le consensus sur l'élévation du niveau de qualifications et de diplômes pour toute la population en France. Alors, le gouvernement expliquera que le lycée actuel n'est pas adapté à Parcoursup et il justifiera sa réforme en cours. Mais sans rien changer au fond. Au lieu de sélectionner les élèves en fin de terminale, il souhaite introduire cette sélection dès le début de la seconde (à 14 ans!), tout en diminuant le temps d'enseignement. Les jeunes et les enseignantEs ont totalement raison de se mobiliser et de se mettre en grève dès aujourd'hui pour lutter contre la sélection, contre ce monde qui fait la part belle aux puissants et aux riches et qui accable encore plus les salariéEs, les chômeurEs et leurs enfants!

Raphaël Greggan

## PARCOURSUP LES GOUVERNEMENTS ET D

On aura rarement autant menti aux étudiantEs et lycéenEs pour faire passer une réforme que les gouvernements successifs n'avaient cessé de repousser. La sélection à l'université était déjà dans les cartons de Peyrefitte en avril 1968, avant que le mouvement étudiant ne l'oblige à la remettre au placard. En 1986, le mouvement contre Devaquet refusait une nouvelle fois la sélection à l'université.

**P**our le gouvernement Macron-Philippe, un enjeu essentiel: faire passer la réforme coûte que coûte, quitte à mentir sur toute la ligne. À ce titre, l'annonce, le 22 mai, des 400 000 refusés ou en attente sur Parcoursup a ruiné la communication de la ministre Frédérique Vidal.

### «Les étudiants auront forcément une formation»

Voilà la promesse de la ministre, qui avait affirmé qu'aucunE lycéenE ne se retrouverait sans orientation à l'issue de Parcoursup, pour contrer l'idée d'une sélection à l'entrée de l'université. Sauf que voilà, outre les «en attente» de centaines de milliers de lycéenEs qui attendent chaque jour qu'une place se libère, de nombreux ont essuyé uniquement des refus, des «non», qui les mettent pour l'instant en dehors de l'enseignement supérieur. Évidemment, c'est tout sauf une «erreur de parcours», car la loi avait prévu ces cas-là, en instaurant un système où les recteurs proposent eux-mêmes aux recalés l'orientation qui leur semble la plus «juste». In fine, les lycéenEs n'ont plus voix au chapitre et c'est donc l'éducation nationale qui leur dit tout simplement quelle formation ils doivent faire. Orientation choisie ou orientation forcée? Voilà finalement le premier bilan de Parcoursup.

### «Parcoursup fonctionnera mieux que APB»

Face aux angoisses liées au manque de clarté de l'ancien algorithme,

le ministère avait voulu faire de Parcoursup un modèle de «transparence» et d'efficacité. Sauf qu'alors que l'an dernier, 150 000 lycéenEs n'avaient eu aucune réponse à la première phase, ce qui était déjà énorme, aujourd'hui 400 000 lycéenEs n'ont que des réponses «en attente» ou «non». 400 000 lycéenEs qui sont censés préparer le bac sans savoir si celui-ci va leur permettre d'accéder à l'enseignement supérieur, et pour qui Parcoursup est synonyme de stress quotidien. D'autant que l'algorithme ne semble pas plus efficace. En témoigne ces lycéenEs qui sont 5 000<sup>e</sup> sur une liste d'attente de 3 000 personnes, ou encore des lycéenEs recalés en lettres modernes alors qu'ils ont eu 18 au bac de français. Même dans la sélection, c'est souvent l'arbitraire des décisions qui revient sur le devant de la scène, davantage qu'une logique informatique.

### «Le processus sera transparent»

Au-delà des énormités produites par Parcoursup, il faut dire que le système n'est pas plus compréhensible que l'ancien. Alors oui, l'algorithme de l'ultime étape du tri des candidatures a été rendu public. Sauf qu'il ne s'agit que d'une partie infime du processus: comment sont classés les lycéenEs par les universités? Quels sont les critères de classement des lycées? Comment sont faites les «fiches avenir»? Autant de questions laissées sans réponses à l'heure actuelle, ce qui rend la nouvelle procédure encore plus bureaucratique que la précédente.

## LE BUG PARCOURSUP



CHARMAG

## MENSONGES DU DE FRÉDÉRIQUE VIDAL



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO

«Parcoursup vise à mieux orienter, non pas à sélectionner»

Tel devait être le maître-mot de cette loi ORE, qui insistait énormément sur l'orientation des lycéenEs. Sauf que les procédures d'orientation, censées être gérées par les professeurEs principaux, ont été plus que minimales, au point où ce sont des spécialistes de l'orientation, payés parfois 800 euros par des familles angoissées, qui ont vu un nouveau marché s'ouvrir : celui de l'orientation. D'autant plus que la sélection, qui officiellement se faisait sur les lettres de motivation et les notes de contrôle continu, semble s'être finalement faite sur le critère le plus important au regard des universités : le lycée d'origine. Quelle «égalité des chances» le gouvernement compte-t-il encore avancer pour justifier que les lycéens

des départements les moins favorisés, comme la Seine-Saint-Denis ou les Hauts-de-Seine, aient parfois des taux de lycéenEs n'ayant aucune réponse favorable dépassant les 90% ?

Autant de mensonges qui sont aujourd'hui démasqués par la réalité d'une réforme que 61% des 18-25 ans refusent selon un sondage, qui montre encore une fois que les lycéenEs ne sont pas dupes face aux mensonges du gouvernement. Le 22 mai, ce sont des milliers de lycéenEs qui ont manifesté, se joignant à l'appel de la fonction publique, pour refuser cette loi inique, tandis que les blocages de lycéens continuent à montrer la détermination d'une avant-garde lycéenne qui ne veut rien lâcher quand à ses droits.

Georges Waters

**BIEN DIT** «Dès l'automne, des personnels de l'université ont dénoncé le fait qu'on les faisait marcher sur la tête en se payant celle des candidats. Rien à faire, «la machine à classer» était en marche. Le gouvernement et les universités ont prétendu que les classements étaient sans déclassement, assurant que tout le monde aurait une place; pas de casse; le processus est dynamique puisque les candidats bien classés vont sélectionner un vœu et ainsi libérer des places. Les «premiers de cordée» s'incarnent sur les écrans. Dans les témoignages publiés depuis le 22 mai, la compétition sévit. À la hiérarchie des vœux se substitue la hiérarchie des bulletins, des lycées, des facs.»

LAURENCE SINOPOLI, «Parcoursup: "attendus" et inattendu», liberation.fr, 26 mai 2018.

## LYCÉE ARAGO FACE À LA MOBILISATION LYCÉENNE NAISSANTE, LE GOUVERNEMENT

### RÉPRIME À TOUT-VA

À l'initiative de plusieurs lycéenEs d'Arago, une centaine de manifestantEs avaient décidé, après la manifestation du 22 mai d'occuper ce lycée, situé place de la Nation, dans l'optique de contester collectivement la sélection à l'entrée à l'université et les résultats désastreux qui venaient d'être publiés sur le site de Parcoursup, laissant plus d'un lycéen sur deux sans établissement pour la rentrée.

Après quelques minutes, les policiers ont encerclé le bâtiment et expulsé violemment les occupantEs. Parqués dans des cars sans fenêtres ni lumière pendant plusieurs heures, ces dernierEs ont finalement été transférés dans plusieurs commissariats de Paris et d'Île-de-France.

#### Gardes à vue et violences

Vers 20 h 30, les vérifications d'identité se sont transformées en gardes à vue (GAV) : le début d'une escalade répressive qui a, pour certainEs, duré jusqu'à 72 heures. Les témoignages sont plus qu'éloquents quand à la volonté de briser la détermination des lycéens.

Durant la garde à vue, les officiers de police se sont tout simplement adonnés à une violence «anti-gauchiste», leur faisant par exemple remarquer que les «black blocs font moins les malins quand ils sont tous seuls», les menaçant régulièrement de les «lever en l'air», autrement dit de les frapper. Cela a d'ailleurs fini par être le cas pour un militant qui s'est violemment fait gifler en attendant son transfert. Victime de violences sexistes, A. s'est vue refuser l'accès aux toilettes alors qu'elle avait ses règles et devait se changer. Les officiers de police l'ont également prévenue que si elle n'était pas «sage», ils la donneraient en pâture aux «tueurs» de la cellule dans laquelle elle venait d'être transférée après

#### ÉDUCATION PRIORITAIRE



30 heures de rétention dans une cellule individuelle.

#### Bienvenue dans Minority Report

Une étudiante de Nanterre a expliqué à Libération : «On a été encerclés comme du bétail dans la cour. Les CRS nous ont dit que si on les suivait, il n'y aurait pas de suite. Ils nous ont fouillés et palpés avant de nous faire monter dans des bus.» Un bus où plus de 60 jeunes ont passé une grande partie de la nuit, sans eau, sans nourriture et sans moyen d'aller aux toilettes. Des méthodes d'épuisement psychologique visant à faire «craquer» les jeunes, dont la majorité est

accusée ou bien d'effraction dans un bâtiment public, ou de «rassemblement dans le but de commettre des dégradations».

**BIEN DIT** «Les familles vont l'expérimenter dans les semaines à venir : là où APB disait aux élèves qu'il n'y avait plus de place dans une filière donnée, Parcoursup leur communiquera le message qu'ils, elles ne sont pas assez bon-ne-s pour y être admis-e-s. Telle est bien la philosophie profonde du système : faire peser sur les épaules des jeunes de 17 ans (tant pis pour toi, il fallait obtenir de meilleurs résultats) les choix des gouvernements successifs de diminuer sans cesse les moyens de l'université, privant ainsi inéluctablement ceux qui souhaiteraient s'y former de la possibilité d'y accéder.»

«Parcoursup: l'imposture», signé par un collectif d'universitaires, liberation.fr, 25 mai 2018.

Une étudiante de Tolbiac, elle aussi arrêtée le 22 mai et dont le procès se déroulera en juin, est ainsi accusée d'avoir été arrêtée alors qu'elle allait commettre une dégradation. Aucune preuve, aucun témoignage, aucune vidéo, mais le fait d'avoir un K-Way noir un jour de pluie suffit maintenant pour la police à être accusé d'appartenir au black bloc. Bien-venue dans *Minority Report*, sous les ordres de la police française.

#### La politique de la matraque

Suite à cette occupation du lycée Arago, ce sont donc de nombreux étudiantEs et lycéenEs qui sont passés devant le juge pour un rappel à la loi ou alors pour voir leur procès repoussé. Des procès qui n'ont qu'un but : isoler les lycéenEs les plus déterminés à lutter contre la sélection à l'université du reste de leurs camarades et espérer briser un mouvement naissant. Une logique qui était déjà celle qui prévalait dans la réaction du gouvernement face aux occupations de facs et qui montre la fragilité politique d'un Macron qui, incapable de convaincre les lycéenEs du «bienfait» de ses réformes, ne peut que réprimer celles et ceux qui osent dire non à son monde.

Charle Fire

## «NOUS DÉFENDONS L'UNIVERSITÉ ET L'ÉDUCATION OUVERTES À TOU-TE-S MAIS FERMÉES AUX INTÉRÊTS PRIVÉS»

**ENTRETIEN** Alors que la loi ORE est en train de faire ses victimes et brise les rêves de milliers de lycéenEs au sujet de leur avenir, beaucoup ne restent pas l'arme au pied face à la réforme. C'est le cas de Petra, lycéenne à Bordeaux, à l'initiative d'une coordination lycéenne nationale, que nous avons pu interviewer.

Comment s'est mise en place cette coordination, avec quels objectifs ? La coordination lycéenne nationale s'est mise en place au début du mois d'avril, imposée par la nécessité de coordonner les noyaux actifs lycéens dans plusieurs villes mais qui n'étaient pas encore liés. L'objectif étant de construire la mobilisation et de créer un mouvement de grande ampleur avec des perspectives et des mots d'ordre clairs. La première a eu lieu le week-end des 5 et 6 mai à Bordeaux, avec une dizaine de villes représentées (Nantes, Nîmes, Montreuil, Grenoble, Metz, Périgueux,

Auch, Toulouse, Montpellier...), qui a permis de faire un état des lieux des forces et des noyaux durs militants dans chaque ville. Le premier pas était d'organiser ensemble la semaine du 22 mai, journée de grève de la fonction publique, avec la charnière des deux jours de grève cheminote, les 23 et 24 mai. Nous avons posé une nouvelle coordination nationale le week-end suivant du 26 et 27 mai à Ivry-sur-Seine.

Quelles ont été les réactions après la publication des résultats de Parcoursup ?

La semaine du 22, avec les résultats de Parcoursup, a été différente partout, à plusieurs niveaux. À Toulouse, on a bloqué en reconductible et organisé des assemblées générales à 300 lycéenEs. À Paris, après quelques tentatives d'occupations, c'est le lycée Arago qui a été occupé mais la répression a été intense, 101 interpellés dont un nombre élevé de mineurEs partis en garde à vue. Ou encore à Bordeaux, où la mobilisation lycéenne avec les cheminotEs se construit peu à peu. La nouvelle coordination a permis de faire un récapitulatif de la semaine et de nouvelles dates posées avec des objectifs à atteindre.

#### Comment s'organise la convergence entre les lycéenEs et les cheminotEs ?

Tout d'abord, il faut dire que si nous sommes solidaires des cheminotEs, c'est avant tout parce que nous

sommes conscientEs que si les cheminotEs perdent sur la réforme du rail, c'est tout le salariat qui tombera après lui avec les retraites et la sécu. Se battre contre la sélection à l'université, c'est surtout se battre pour que des enfants de cheminotEs et d'ouvrierEs puissent entrer dans l'enseignement supérieur. C'est pourquoi nous avons fait venir un cheminot de Paris-Nord afin de faire un réel lien entre nos deux luttes, qui s'opposent à une même politique qui veut privatiser le service public. Nous avons appelé à la date du 29, du 31 mai ainsi que du 7 juin, pour s'agréger aux dates de grèves des cheminotEs : face à un même ennemi, il faut que nous luttons ensemble.

#### Au-delà du retrait de la loi ORE, quelles sont les revendications de la CNL ?

Nos mots d'ordre sont anticapitalistes avant tout, puisque nous

défendons l'université et l'éducation ouvertes à touTEs mais fermées aux intérêts privés. Nous avons l'objectif, les prochaines semaines, d'organiser notre mobilisation, en prenant en compte les résultats Parcoursup qui arrivent comme une pluie acide. De toute cette désillusion nous devons faire une colère contre la politique d'austérité du gouvernement, et proposer un autre projet de société. L'université ne doit pas seulement être une

fabrication de diplômes, mais aussi un lieu d'émancipation et de savoir. Aujourd'hui, la loi ORE avance encore plus dans l'autonomie des universités et cela va créer des facs où les diplômés n'auront pour but que de fournir des salariéEs à une branche spécifique de l'économie. Si nous voulons apprendre, ce n'est pas dans le but d'être de la chair à patrons.

Propos recueillis par Georges Waters

**BIEN DIT** «Un rapport du Conseil national d'évaluation du système scolaire indiquait, en septembre 2016, que la France était le pays le plus inégalitaire en matière d'éducation parmi les 35 membres de l'OCDE. Si les prévisions sur le mode de sélection de Parcoursup se confirment, la situation ne s'améliorera pas, les bacheliers avec des parcours scolaires compliqués ayant une forte probabilité d'être, de fait, exclus de l'enseignement supérieur, sans même avoir l'occasion d'y tenter leur chance.»

MATHIEU PARIS, «Parcoursup: un algorithme absurde qui renforce les inégalités sociales», Basta!, 24 mai 2018.

## CHARENTE-MARITIME

## Pour l'emploi, Saintes en action

La bassin de Saintes va perdre 1000 emplois. Après les entreprises Saintronic, Wesper, le Crédit agricole, la SEMAS, la Coop atlantique, le Centre d'information et d'orientation, c'est le technicentre SNCF qui verra près de 200 emplois supprimés avant le 31 décembre.

Les salariéEs de ces entreprises ont pris leur destin en main et sont entrés en résistance. Malheureusement, les luttes n'ont pas payé pour les entreprises Saintronic et Wesper, qui ont mis la clé sous la porte. La société de transports SEMAS, service public départemental, est en « liquidation » : 150 emplois devraient passer à la trappe. La Coop atlantique résiste mais une vingtaine d'emplois sont en suspens. Le CIO devrait, quant à lui, tout simplement fermer. La réforme ferroviaire va frapper fort sur le technicentre SNCF : 200 emplois vont être supprimés. Les élus de droite de la ville et de la CDA (communauté d'agglomération) ne semblent pas préoccupés par ce désastre social et économique. Mais les luttes et les résistances s'organisent.



## Multiplication des initiatives

Le lundi 14 mai, une centaine de cheminotEs grévistes ont occupé les rails près de Chaniers, au pont de Beillant, et bloqué la ligne Saintes-Angoulême. Un peu plus tard, on les a retrouvés avec des sympathisantEs pour un barbecue militant... Les gendarmes étaient là aussi, mais ont été gentiment invités à rester à l'entrée de la zone privée appartenant au centre de loisirs SNCF. Le soir, une soirée organisée par Attac regroupe une quarantaine de personnes, venues notamment assister au spectacle du comédien Fred Dubonnet : « *Le monde ne sait plus sur quel pied danser, faisons le valser* ». Le 15 mai, c'est un meeting organisé par le PC local et la CGT cheminots qui réunit environ 60 personnes. Le week-end de Pentecôte, une action se déroule dans les deux hypermarchés de Saintes, afin de sensibiliser la population sur les pertes d'emplois et les conséquences économiques. Des rassemblements ont également eu lieu dans différents lieux pour rencontrer la population et partager des moments plus festifs (pique-nique, goûter...).

## Manifestations

Le 22 mai, lors de la journée d'action « Fonctionnaires, Services publics et Usagers », 700 personnes ont défilé à Saintes. Une réussite, avec la présence de retraitéEs, de cheminotEs bien sûr, et de fonctionnaires. Pour protester contre les coupes budgétaires, le manque d'effectifs dans les services publics, entre autres dans les établissements scolaires et dans les hôpitaux de Saintes et de Saint-Jean-d'Angély. Un « collectif éphémère », regroupant plus de 50 organisations (associations, syndicats, partis politiques) a été créé pour organiser la journée du 26 mai. Le 26, à Saintes, le cortège s'est formé à la gare et, après un tour de ville, s'est dirigé vers la place Bassompierre. Après de multiples interventions, les participantEs ont été invités à casser la croûte autour d'un barbecue géant. Les échanges et débats se sont poursuivis pour entrevoir les suites du mouvement. Cette « marée populaire » à Saintes avait une saveur particulière, un goût de fruits de mer. La Charente-Maritime connaît bien le phénomène des marées : l'océan se retire, revient et il faut bien faire attention aux grandes marées!

Correspondants

CHEMINOT-E-S **Toujours le pari de faire dérailler Macron!**

À la SNCF, c'était la douzième séquence de 2 jours sur 5 de grève du calendrier syndical UNSA-CFDT-CGT : soit les 23<sup>e</sup> et 24<sup>e</sup> jours de grève, les 28 et 29 mai.

Le bras de fer dure depuis près de deux mois entre d'un côté des dizaines de milliers de cheminotEs grévistes, en « perlée », avec variantes personnelles, ou en reconductible pour une minorité, dressés tous ensemble contre un pacte ferroviaire qu'ils rejettent en bloc. La « vot'action », référendum organisé entre les 14 et 21 mai par l'intersyndicale (dont la direction de la SNCF conteste sans preuve le sérieux et la validité), a confirmé le rejet de la politique gouvernementale et patronale par 95% des votantEs (quelque 60% ayant participé au vote). Ce qui est énorme.

## Ce sont les AG qui subissent le contrecoup de la « perlée »

La grève tient donc, avec des taux de grévistes variables selon les régions et les catégories – selon les séquences aussi. La toute récente des 28 et 29 mai n'a pas été des plus suivies. Mais suffisante néanmoins pour que la direction annonce par ses sonos en gare qu'« un fort mouvement de grève paralyse le trafic normal... » Les assemblées générales n'ont pas été des plus fréquentées non plus, probablement deux fois moins nombreuses qu'en début de grève. Mais ça va, et ça vient. Comme nous l'avons déjà écrit dans ces colonnes, cette « innovation » de 2 jours de grève sur 5, décidée une fois pour toutes du haut d'une intersyndicale (et programmée même jusqu'au 28 juin) est précisément destinée à limiter le pouvoir de discussion et de décision des assemblées générales. Ce qui ne les empêche pas de se réunir, d'être parfois vivantes. Ce qui n'empêche pas un grand nombre de grévistes d'être en permanence sur la brèche, dans des piquets en direction de leurs collègues et des usagerEs ; dans des actions en direction d'autres

95% DES CHEMINOTÉS SE PRONONCENT CONTRE LA RÉFORME



CHARMAG

travailleurEs en colère, car cette grève est tout sauf catégorielle. Et l'envie se manifeste, de plus en plus, de bousculer le calendrier. Mais comment, à grande échelle, face au verrou syndical de la grosse machine SNCF ?

## Actions et même grève « hors calendrier »

Ce ne sont pas automatiquement les jours prévus au programme syndical qui sont les moments les plus forts. Ainsi, la journée du 22 mai dernier (hors calendrier syndical – la CGT appelait à manifester, mais explicitement à ne pas faire grève !) a-t-elle vu un nombre non négligeable de cheminotEs se joindre à la grève et aux manifestations des fonctionnaires. Même chose le samedi 26 mai où des cheminotEs se sont joints aux cortèges de la « marée populaire », en bonne place dans certaines villes de province. À Paris, c'est surtout à un « point fixe » que des grévistes – syndiqués et non-syndiqués – de Paris-Est, Paris-Nord, Paris-Austerlitz, Paris-Saint-Lazare, Paris-Sud-Est, Châtillon et en prime Annemasse et Toulouse, qui avaient animé la rencontre inter-gares du matin, ont déployé leurs banderoles de gares, pour appeler au soutien financier. Plus de 11430 euros ont été récoltés, partagés ensuite à égalité.

## Méfiance de rigueur à l'égard de l'intersyndicale !

Cela dit, l'inquiétude s'exprime quant aux intentions des dirigeants syndicaux fédéraux qui, le 25 mai, de la CGT à Sud-Rail, en passant par la CFDT, l'UNSA et FO, ont été reçus à nouveau, un par un, par Édouard Philippe. À la sortie : propos emberlificotés de la CFDT et l'UNSA sur une possible sortie de grève. Ce qui fut surtout matière à plaisanterie dans bien des AG du 28 mai : « *Ils pensent à sortir mais sont-ils jamais entrés ?* » Du côté de la CGT et de Sud-Rail, on affirme davantage de fermeté, mais la CGT écrit, en fin d'un « compte rendu de la bilatérale à Matignon du 25 mai 2018 », diffusé sous forme de tract ici ou là : « *Ces annonces sont à mettre évidemment au crédit de la lutte*

en cours, notamment la reprise d'une partie conséquente de la dette par l'État et l'organisation d'une table ronde début juin... » En assemblée générale ce 28 mai, bon nombre de grévistes ont pourtant réaffirmé leur rejet en bloc du pacte ferroviaire ; réaffirmé aussi que la reprise de la dette SNCF par l'État ne les concernait pas, qu'elle n'était qu'un tour de passe-passe (au détriment du contribuable !) pour que la nouvelle SA (société anonyme) SNCF ne soit pas une boîte en faillite dans laquelle aucun capitaliste ne voudrait investir ! Quant à la « tripartite » revendiquée par les fédérations de cheminots, qui discuterait d'une « convention collective du ferroviaire » – « *de qualité* » disent-ils ! –, elle entérinerait surtout la fin du statut et des quelques garanties qu'il contient contre le licenciement. Un nouveau round s'ouvre aussi au Sénat, entre le 29 mai et le 5 juin, pour valider ou modifier à la marge les choix des députés macronistes. Des rassemblements de cheminotEs sont prévus. Mais la routine de ces rendez-vous énerve de plus en plus de grévistes, qui, ici ou là, aimeraient bousculer ce calendrier syndical entièrement calqué sur des négociations bidons. Possible ? Pas possible ? Difficile. Mais une grande détermination demeure. Et la partie est loin d'être gagnée pour le gouvernement. Face aux sales coups de Macron, les cheminotEs ont relevé le gant, bien conscients de défendre tous les travailleurEs, dans un mouvement dont le caractère non corporatiste est à l'image du climat général de convergence des colères.

CorrespondantEs



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

## FORD BLANQUEFORT

## La route de la lutte va passer par Cologne



CGT FORD

C'est un peu surréaliste, mais ça se passe comme ça chez Ford. À l'image sans doute de ce qui se passe dans d'autres situations du même genre. En fait, patrons et gouvernement se moquent du monde et, même quand on s'y attend, ça fait bizarre. Tout est permis, pas besoin de justification, d'arguments, d'explication : une multinationale peut tout simplement plier bagage, et le pouvoir politique peut faire croire à son impuissance. C'est simple.

## TOULOUSE

# MineurEs isolés étrangers, une première victoire!

Légalement les jeunes mineurs isolés étrangers ont droit à la protection de l'Aide sociale à l'enfance gérée par les départements. Mais en Haute-Garonne le conseil départemental (PS) a mis en place le dispositif départemental de l'accueil, l'évaluation et l'orientation de mineurs isolés (DDAEOMI) qui prétend évaluer s'ils sont réellement mineurs. D'où des actions de résistance, et une première victoire le 25 mai.

Le but des « travailleurs sociaux » de l'association qui a obtenu la « délégation de service public » très particulière est de déclarer majeurs le plus de jeunes possible (cinq « évaluations » par jour et des tests osseux dont le manque de fiabilité est pourtant avéré) et de les mettre alors à la rue, même s'ils font appel de la contestation de minorité. Il faut savoir que dans 8 à 9 cas sur 10 le tribunal confirme la minorité du plaignant (et oblige alors le conseil départemental à les reprendre en charge). Mais la procédure peut durer des mois, durant lesquels les jeunes sont à la rue et sans ressources.

## Procédure judiciaire abandonnée

Face à cette situation le collectif AutonoMIE a ouvert le 12 octobre 2017 un lieu d'accueil dans un ancien hôtel devenu propriété de l'Établissement public foncier local (EPFL) de Toulouse Métropole.

Depuis décembre, cet organisme a lancé une procédure d'expulsion du squat. Mais par trois fois il a lui-même demandé un report d'audience « afin de négocier ». La dernière proposition, le 16 mars, consistait à s'occuper des seuls occupants du squat, en laissant de côté la soixantaine de jeunes logés par le réseau d'hébergeants. Elle avait été unanimement refusée par les jeunes. Et à l'audience du 25 mai (la quatrième) l'EPFL a abandonné la procédure qu'il avait lancée, incapable qu'il était de présenter le moindre projet pour cet hôtel désaffecté justifiant l'urgence de l'expulsion.

Il faut dire aussi qu'à chacune des 4 audiences, plus d'une centaine de personnes sont venues devant le tribunal d'instance pour soutenir le collectif AutonoMIE et les jeunes.

## Le Conseil départemental doit assumer ses responsabilités

Première victoire donc. Mais AutonoMIE a tenu à la prolonger par un rassemblement devant le conseil départemental pour exiger la dissolution du DDAEOMI et un changement total d'attitude du conseil départemental : aujourd'hui on fait perdre des mois à des jeunes qui ne souhaitent qu'apprendre et construire leur avenir. La plupart de ces jeunes viennent d'Afrique subsaharienne et veulent apprendre un métier. Le collectif AutonoMIE a certes permis leur hébergement au squat ou chez les hébergeants, et donné

les moyens juridiques de faire appel grâce à des avocats. Mais il a aussi organisé des cours de français, de mathématiques et d'anglais avec des bénévoles, où les jeunes mineurs ont montré leur soif d'apprendre. Il est grand temps que les « socialistes » du conseil départemental leur propose sans tergiverser la formation à laquelle ils ont droit. Et puis on a appris que bientôt l'hôtel squatté allait changer de propriétaire : la mairie de Toulouse le rachèterait. Avec un « projet » justifiant une nouvelle procédure d'expulsion ? La vigilance reste donc de mise, mais un point important a été marqué.

Correspondant



DR



## ANTIRACISME

# États généraux des migrations

Les 26 et 27 mai, plus de 500 personnes, représentant 106 assemblées locales présentes dans 76 départements, ont participé à la première session nationale des États généraux des migrations.

C'est inédit et ce n'est pas rien ! Par le nombre et la diversité des personnes rassemblées, et par la volonté d'agir ensemble sur la base d'un manifeste, d'un socle commun pour dire l'insupportable, l'inacceptable situation que vivent les migrantEs en France, quel que soit leur statut, et pour définir une autre politique migratoire, basée par exemple sur un accueil inconditionnel, l'égalité des droits entre FrançaisEs et étrangerEs.

## Cahiers de doléances

L'idée a pris forme en octobre 2017 et regroupe maintenant 1 650 associations et organisations, des très grandes et des très petites, soit au moins 20 000 personnes.

Des associations ont organisé assemblées locales, le plus souvent à l'échelle d'un département, et leurs travaux ont rassemblé 10 000 personnes. Ces assemblées ont rédigé des cahiers de doléances, recensant toutes les situations inacceptables et ont participé à la rédaction d'un manifeste.

Belle réussite aussi, la très bonne ambiance de ces deux jours et les discussions calmes et constructives menées dans l'idée se concentrer sur ce qui fait consensus – il faut dire que

la politique agressive du gouvernement facilite un peu les choses en faisant l'unanimité contre lui, contre la loi Asile et contre sa politique hostile aux migrantEs.

Alors il y a des compromis, par exemple les mots « libre circulation » y sont, mais « dans l'espace européen »... Ce n'est pas une association de plus, mais un plus pour nos associations, trouvant là de nouvelles idées, des contacts, cette union qui fait la force... et des campagnes communes.

Isabelle Guichard

## SANTÉ Grève de la faim au Centre hospitalier du Rouvray

Depuis le 22 mai, cinq puis six salariéEs de l'hôpital psychiatrique de Sotteville-lès-Rouen sont en grève de la faim, avec le soutien de la CGT, SUD, CFDT, CFTC. Ils dénoncent la suroccupation des lits, avec « des patients qui dorment parfois sur des lits de camp installés dans les bureaux, les salons de visite ou encore sur des chaises [...] des patients mineurs en danger lorsqu'ils sont accueillis en service adulte » faute de place.

Les dispositifs de soins hors hôpital, les hôpitaux de jour ou les centres médico-psychologiques, qui permettraient d'éviter les hospitalisations, s'étiolent faute de moyens. Les patientEs sont en danger, les personnels épuisés, comme le prouve le doublement des arrêts de travail l'an passé. Les personnels ont chiffré les besoins. Il manque 197 postes et l'ouverture immédiate d'une unité pour adolescentEs pour bien remplir leur mission de soin.

## Les effets désastreux de l'austérité

L'Agence régionale de santé (ARS) et la direction méprisent les mobilisations du personnel : vingt-huit jours de grève, occupation de l'ARS, manifestation à Paris... Ils portent seuls la lourde responsabilité du recours à ce moyen de lutte extrême. Pire, ils sont aux abonnés absents, et jouent même la provocation en faisant passer devant les grévistes de la faim les chariots de repas!

Dimanche 27 mai, après avoir distribué des milliers de tracts dans toute l'agglomération rouennaise, 200 personnes se sont retrouvées autour des grévistes de la faim pour lancer un comité de soutien. Il a été décidé d'interpeller directement le ministre de la Santé et le président de la République. Allez-vous rester sourds à ces patientEs en danger, à ces personnels en colère et épuisés? Pour faire percer leur combat au niveau national, des personnalités du monde médical, politique, des éluEs... ont été invités à venir mardi soutenir les grévistes de la faim. Partout, l'austérité imposée à l'hôpital public produit les mêmes effets : services engorgés, urgences saturées, Samu débordé, comme l'a démontré la mort de Naomi Musenga. L'industrialisation et la standardisation du soin fait perdre son humanité à l'hôpital. La lutte du Centre hospitalier du Rouvray est celle de toute la psychiatrie, de tous les hôpitaux. Mais aussi de toutes celles et tous ceux qui veulent défendre le droit à la santé. La mobilisation de l'ensemble du monde hospitalier, coordonnant les luttes qui se sont multipliées dans les établissements de santé et les EHPAD, la création d'un grand mouvement de solidarité pour le droit à la santé : voilà les seuls moyens de mettre en échec un pouvoir politique, pour lequel la santé de touTEs passe après une austérité au service des plus riches.



DR

Frank Cantaloup

Page Facebook: <https://www.facebook.com/>

GREVE-de-la-FAIM-au-Rouvray-389132238239225/

Trois mois après avoir annoncé leur volonté de se désengager, les dirigeants de Ford ne donnent aucune nouvelle. Le préfet, Juppé, le gouvernement sont aussi silencieux. Le grand quotidien régional *Sud-Ouest*, peut-être aux ordres, ne dit plus rien, ou presque. Pourtant, tous ces gens savent bien que l'usine est menacée et que des milliers d'emplois sont en jeu. Il savent que cette histoire est un scandale, un de plus. Et les choses vont ainsi, et c'est terrible. Les semaines passent, et nous rapprochent toujours un peu plus d'une catastrophe tellement prévisible.

## Contestation minoritaire mais déterminée

Officiellement, c'est en début d'année prochaine que l'activité devrait s'arrêter. Dès juin-juillet, des productions

baisseront de manière importante, provoquant un sureffectif d'une quarantaine de salariés. Pour cet été, l'arrêt d'usine passe des trois semaines habituelles à quatre. Et on s'attend à une fin d'année chaotique.

Pour Ford, se taire doit faire partie d'une stratégie, qui consiste à faire progressivement passer la pilule. Les dirigeants ont lâché leur bombe en février et attendent que ce soit mûr dans les esprits pour passer à l'étape suivante. Sauf que leur silence témoigne peut-être d'un petit souci dans leur plan.

Car même si Ford peut se réjouir d'une absence de mobilisation massive de la part des salariéEs, il existe quand même une opposition à leur décision, une contestation déterminée, celle d'une poignée de salariéEs certes, mais elle existe.

Cela faisait plus d'un mois que nous n'avions pas fait d'action. Les derniers débrayages avaient un peu démoralisé l'équipe militante CGT. Nous étions à peine une cinquantaine pour bloquer l'usine fin avril. Et ça nous avait calmé. Mais quelques semaines après, on repart à l'attaque, en embarquant cette fois deux syndicats ouvriers sur trois. C'est mieux, cela ressemble à une unité retrouvée, même si cela ne suffit pas à changer l'ambiance.

Nous étions 60 à nous rassembler devant l'usine pour poser une banderole rendant visible notre refus du choix de Ford. Nous voulions absolument marquer le coup en ce jour « anniversaire » de l'accord signé le 24 mai 2013 avec les pouvoirs publics, engageant la multinationale à maintenir 1 000 emplois au minimum pendant 5 ans. Mais à

partir de ce jour, Ford n'est plus tenu par aucune promesse. Alors c'était pour nous l'occasion de rappeler à la fois les responsabilités de Ford et l'irresponsabilité des pouvoirs publics. Une occasion aussi pour dire que Ford doit rester, doit maintenir l'activité et que la solution préconisée du repreneur n'est qu'un leurre.

## Direction Cologne

Les collègues sont écoeurés, inquiets mais réagissent très peu. C'est dur de voir autant de résignation. Mais il n'y a pas de raison de flancher. Alors on tente une autre action, inédite. Cette fois avec les quatre syndicats ouvriers : nous avons décidé d'aller manifester à Cologne, devant le siège de Ford Europe. Ce sera le 20 juin, jour d'un comité de groupe européen, avec les représentants

des usines européennes de Ford, comités dans l'ordre du jour duquel il n'est même pas mentionné le sort de l'usine de Blanquefort! Fallait oser.

Nous avons trois semaines pour convaincre, entraîner au moins le noyau des collègues prêts à en découdre. C'est évidemment compliqué, il faut compter un jour et demi, en train, avec une nuit sur place. Cela suppose un budget important, donc une recherche de soutien financier. Cela demande du temps et de l'énergie, mais ça vaut le coup. Comme dit le slogan de Ford « *Go Further* ». Pour nous ce sera jusqu'à Cologne pour le moment, toujours dans l'espoir de secouer les pouvoirs publics et de déstabiliser les dirigeants de Ford. Nous ne partons pas favoris mais nous n'avons toujours pas dit notre dernier mot.

Philippe Poutou



## Les comités en action !

**Caen Soirée Mai 1968 en mai 2018.** Dans la même salle où nous avons reçu Olivier Besancenot à propos de la Révolution russe en novembre dernier, Alain Krivine est venu animer un débat sur Mai 68 le lundi 14 mai. À 20h, la salle était déjà bien remplie, pas très loin de la centaine de présents. Quelques retardataires suivront les échanges debout. Alain a livré sa vision du mouvement de Mai, de la



NPA

révolte étudiante à la grève ouvrière, de ce pourquoi Mai n'a pas abouti en révolution et de ce qu'il en reste aujourd'hui. Ses souvenirs, anecdotes et analyses des événements ont permis aux plus anciens de se rappeler leur jeunesse et aux plus jeunes d'avoir un aperçu de ce qu'ont pu vivre leurs parents ou grands-parents. Et le ras-le-bol de l'époque n'est pas sans rappeler notre propre ras-le-bol, même si les luttes et manifestations dans lesquelles nous sommes engagés n'atteignent pas – encore – le niveau d'il y a 50 ans. Dans le débat, nombre de «vétérans» ont eu à cœur de livrer à leur tour le récit de «leur» Mai 68. Des militants de La France insoumise venus en nombre ont défendu les positions de leur parti dans les luttes en cours, qu'ils estimaient injustement mises en cause par notre camarade. Alain a exposé en retour pourquoi il fallait se méfier d'un éventuel nouveau Mitterrand, prêt à se servir de nos luttes comme d'un tremplin vers le pouvoir, avant de conclure la soirée par ce vœu : que le prochain Mai 68 aille jusqu'au bout.

À défaut de continuer le combat, on a continué le débat : discussions animées en petits groupes ou autour de la librairie-table de presse. En bref, cette soirée laisse le sentiment qu'à défaut d'attirer les foules, le NPA à Caen arrive à proposer un espace de discussion qui intéresse bien au-delà de ses propres rangs.

**Correspondante**

**Montpellier Débat autour de Mai 68 avec Alain Krivine.** À la veille du long week-end de Pentecôte, une centaine de personnes ont participé à la soirée «*Quelle actualité de Mai 68 aujourd'hui?*» à Montpellier. Dans une première partie, une riche table ronde a réuni Alain Krivine,

Sophie Bérout, sociologue, co-auteur d'un ouvrage collectif sur Mai 68 *Changer le monde, changer sa vie*, et Jean-Philippe Martin, historien, auteur de *Des «mai 68» dans les campagnes françaises?* Une pause conviviale, a permis d'échanger avec des sympathisants, et avec quelques personnes qui souhaitent participer à des réunions avec le NPA. La soirée s'est poursuivie avec une intervention en lien avec l'actualité internationale, dénonçant le massacre des Palestiniens de Gaza, puis la parole a été donnée à des militants en lutte : cheminotEs, étudiantEs, enseignantEs, hospitalierEs et collectif Migrants bienvenue 34. L'occasion de débattre sur ce que nous inspire Mai 68 aujourd'hui.

**Correspondante**

### Poitiers Une fête sur Mai 68...

**sous l'orage!** Alors qu'un millier de personnes se sont rassemblées et ont défilé, dès 12 heures, samedi 26 mai dans les rues de la capitale poitevine pour la marée populaire, le NPA organisait à partir de 15h30, sa fête anticapitaliste, comme tous les ans au mois de mai. Organiser les deux initiatives n'était pas aisé, mais nous avons quand même tenté le coup. Au programme de la fête, nous proposons de visionner le documentaire réalisé par le NPA, «*Mai 68: tout changer*». Celui-ci fut très apprécié des personnes présentes (malheureusement moins nombreuses qu'espéré, la manif n'étant pas encore terminée).

Dans la foulée du documentaire, Pierre Rousset est revenu sur les événements de Mai 68, en nous parlant de la situation politique globale, du gaullisme (et sa société autoritaire, réactionnaire), du rôle des femmes dans la lutte et des enjeux féministes, mais aussi de ce qui se passait au même moment un peu partout dans le monde, en particulier au Vietnam, en



NPA

Europe de l'Est et aux États-Unis.

Après l'intervention de Pierre, Rémi est lui revenu sur la mobilisation sociale actuelle, dans les lycées. Le débat avait pour but de faire une lecture de 68 qui nous permette de reconstruire un mouvement de ce type aujourd'hui. Néanmoins, un orage violent était en train de s'abattre sur Poitiers, et beaucoup n'ont pas fait le déplacement jusqu'à la fête... Heureusement, le temps s'est légèrement calmé par la suite, et nous avons pu prendre un bon apéro, allumer le barbecue et voir de nouvelles têtes arriver pour le concert de Diane et Félix Blanchard. Au final,

une cinquantaine de personnes sont passées à notre fête, ce qui est peu... mais les éléments, naturels (orage et grêle) et politiques (marée populaire), n'étaient pas nécessairement réunis pour faire mieux. On se rattrapera l'année prochaine!

**Correspondant**

### Bordeaux Meeting Mai 68-mai 2018: «Début d'une lutte prolongée».

Nous étions plus de 200 au soir de la manif du 22 mai, militantEs et proches, dont de nombreux jeunes. Pétra, camarade lycéenne, a ouvert le meeting. Elle a fait le lien avec la mobilisation actuelle où nous militons pour la convergence des jeunes avec les travailleurs en lutte, comme à Bordeaux avec les postierEs ou les cheminotEs que des groupes de lycéenEs vont soutenir, dont ils s'inspirent dans des AG où les décisions sont prises collectivement et en toute indépendance des bureaucraties syndicales. Puis elle a passé la parole aux deux camarades «anti-impérialistes et révolutionnaires qui ont fait 68», Yvan Lemaître et Alain Krivine, puis à Philippe Poutou. Non pour commémorer la plus grande grève générale jamais connue dans ce pays, mais afin de tirer des enseignements pour aujourd'hui de cette révolte internationale de la jeunesse, des ouvriers et des exploités des pays coloniaux.

Ils sont revenus sur le contexte de lutte pour les droits civiques aux USA, de lutte des femmes, contre les sales guerres du Vietnam et d'Algérie, quand la jeunesse et les ouvriers étouffaient dans le carcan du gaullisme.

Ils ont insisté sur la nécessité d'un parti, non pour déclencher la grève, mais pour offrir une perspective politique démocratique et révolutionnaire à la lutte qui faute d'en avoir une, ne s'est pas posé le problème du pouvoir.

Le débat a porté sur l'unité indispensable de l'extrême gauche, sur comment détruire le pouvoir ou encore sur le facteur révolutionnaire de la lutte des femmes dans le monde aujourd'hui. Interpellés sur notre participation à la manifestation du 26 mai, nous avons répondu que bien que beaucoup d'entre nous ne se reconnaissaient pas dans l'appel unitaire, nous serions présents car il faut partout encourager la mobilisation et la convergence contre le gouvernement et le patronat. La contestation et les idées révolutionnaires n'ont pas pris une ride!

**Mónica**



NPA



Les prochaines initiatives du NPA à l'occasion des 50 ans de mai 1968

### Vendredi 1<sup>er</sup> juin Perpignan

À 19h, avec Alain Krivine. Plus d'infos à venir

### Lundi 4 juin Beauvais

À 19h, avec Alain Krivine, ancienne mairie de Voinsinlieu

### Samedi 9 juin Paris

De 12h à minuit, avec Alain Krivine et Olivier Besancenot, à la Parole errante, 9, rue François-Debergue à Montreuil, métro Croix-de-Chavaux

### Mardi 12 juin Lyon

À 19h, avec Alain Krivine, au Centre culturel de la vie associative de Villeurbanne (234 cours E.-Zola, métro Flachat)

### Samedi 16 juin Guingamp

Avec Alain Krivine. Plus d'informations à venir

### Mercredi 20 juin

### Bourg-en-Bresse

À 20h, avec Alain Krivine, salle Olympe-de-Gouges

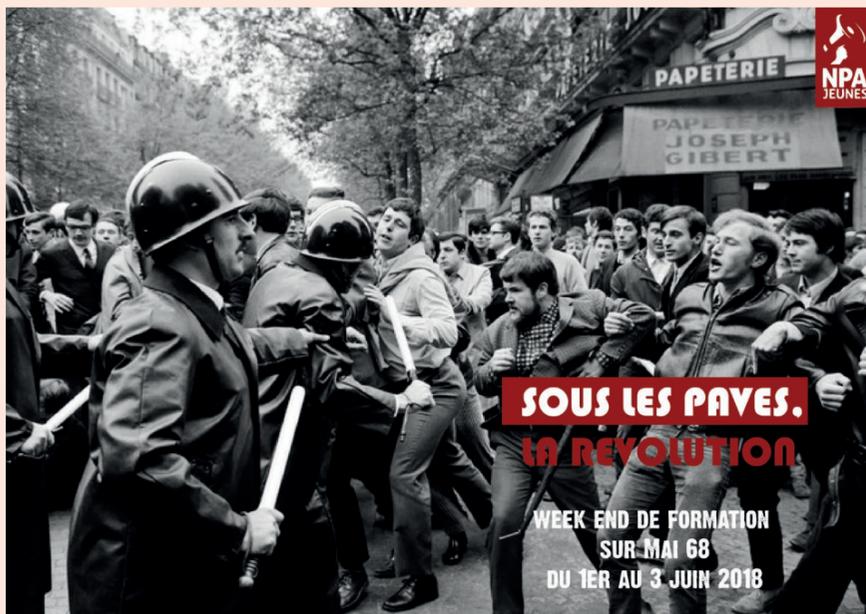
### Samedi 30 juin Auch

Avec Alain Krivine. Plus d'infos à venir

### Samedi 7 juillet Gérardmer

Avec Alain Krivine. Plus d'infos à venir

## Week-end NPA jeunes



Informations et programme sur le Facebook du NPA jeunes : Jeunes Nouveau Parti Anticapitaliste

**MEETING À 20H**  
AVEC OLIVIER BESANCENOT, DES  
CHEMINOT-E-S, ÉTUDIANT-E-S...

**CONCERT À 21H**  
KALUNE ET FANCH

À LA PAROLE ERRANTE,  
9, RUE FRANÇOIS-DEBERGUE  
93100 MONTREUIL  
M<sup>o</sup> CROIX-DE-CHAVOUX  
ENTRÉE : 5 EUROS  
SOUTIEN : 10 EUROS



TARIQ ALI  
CATHERINE SAMARY  
ZBIGNIEW KOWALEWSKI  
MICHAEL LÖWY  
ROBI MORDER  
ALAIN KRIVINE  
LUDIVINE BANTIGNY  
JOSETTE TRAT  
CHARLES PIAGET  
FABIENNE LAURET  
SOPHIE BÉROUD  
FANNY GALLOT

**DÉBATS-EXPO-PROJECTION-RESTAURATION**

**SAMEDI 9 JUIN 12H-MINUIT**  
**MONTREUIL**

Essai

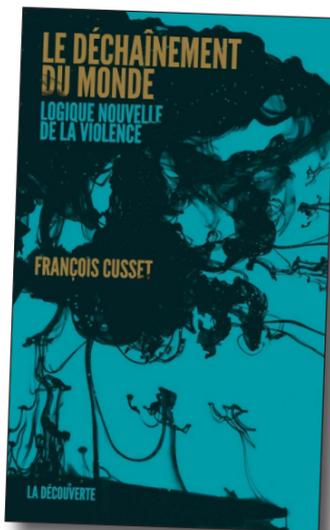
# Le déchaînement du monde, de François Cusset

Éditions la Découverte, 240 pages, 20 euros.

Le dernier ouvrage de l'historien des idées François Cusset, publié à la Découverte, est des plus stimulants. Dans ce livre dense, l'auteur de *French Theory* et de la *Décennie* prend à revers une idée largement admise : celle d'un recul généralisé et graduel de la violence à l'échelle mondiale. « Voilà en tout cas deux évidences historiques à repenser, et à désoccidentaliser : l'idée que la violence dans son ensemble aurait été endiguée avec succès depuis l'époque des chevaliers ou celle de la première révolution industrielle ; et l'idée qu'après l'acmé des deux guerres mondiales on vivrait, bon an mal an, dans un monde moins dur. »

« Métamorphoses de la violence-monde »

Dans un premier temps, en dressant un tableau glaçant des phénomènes « modernes » de violences à l'échelle mondiale, l'auteur revient sur ce qu'il nomme « les métamorphoses de la violence-monde » : guerres, exodes, politiques sécuritaires, violences de genre et de sexe, écocide... Autant de phénomènes qui, loin d'être en recul, sont au contraire en plein développement, et qui



n'ont rien d'accidentel mais font partie intégrante d'une « nouvelle brutalité systémique », également définie par les conséquences des politiques ultralibérales : « La logique néolibérale exerce en somme, à même le temps de chaque vie, une triple violence. Violence sur nous, par la contrainte des structures et l'arbitraire des pouvoirs. Violence entre nous, par la rivalité de principe entre les

sujets économiques. Et violence en nous, par les ravages psychiques encore mal connus, et mal traités, de l'enfer invisible du travail ».

« Indifférence à la violence de masse »

S'il est impossible de résumer ici l'ensemble des développements de l'ouvrage, on pourra souligner la richesse des questions posées, et des idées défendues par François Cusset, de la réflexion sur l'apparent paradoxe résidant dans le couple « hypersensibilité aux violences interpersonnelles » et « indifférence à la violence de masse » aux interrogations sur l'hypothèse d'un caractère émancipateur de la contre-violence, en passant par une nouvelle approche du rôle de l'État dans le système capitaliste mondialisé : « Le monopole de la violence légitime, qu'elle soit la violence fructueuse ou celle qu'on juge irréductible, n'appartient plus à l'État, ou plus seulement, mais désormais au capital et à sa domination systémique. L'État, pendant plus de trois siècles, a policé les sociétés ; il n'est plus dorénavant que chargé de la police, c'est le marché qui s'occupe de policer et civiliser les peuples. Et de les déciviliser. »

Violence psychique

Particulièrement stimulante enfin est la réflexion sur le caractère de plus en plus diffus et admis de la violence du système, notamment en ce qui concerne les violences psychiques, qui font partie intégrante des logiques de domination managériales, à l'image de la « team Macron » et de son projet de « start-up nation ». Dans une interview à *Libération* en avril dernier, François Cusset expliquait ainsi : « La violence psychique a toujours été indissociable de la violence physique. Ce qui me semble nouveau c'est qu'elle est désormais une condition explicite, légale, managériale, prévue et théorisée, du fonctionnement d'ensemble du système. Là où la violence psychique relevait de l'exception, elle est aujourd'hui l'ordinaire. » Une violence psychique qui n'a bien évidemment pas remplacé la violence physique, mais qui fait partie de cette « logique nouvelle de la violence » (c'est le sous-titre de l'ouvrage) dont une compréhension approfondie est indispensable pour quiconque lutte pour l'émancipation. Une compréhension à laquelle l'ouvrage de François Cusset contribue largement. Julien Salingue

Essai

# La journée de travail et le « règne de la liberté », d'Olivier Besancenot et Michael Löwy

Éditions Fayard, 160 pages, 14 euros.

Un court ouvrage signé de nos camarades Olivier Besancenot et Michael Löwy, déjà co-auteurs de deux ouvrages, l'un sur Che Guevara et l'autre sur le marxisme libertaire. Dans cette troisième coproduction, Michael et Olivier reviennent sur l'un des aspects essentiels de la pensée de Karl Marx, rappelé dès l'introduction du livre : « Le royaume de la liberté commence avec la réduction de la journée de travail. »

« Guerre civile larvée »

Si la réduction du temps de travail est l'une des revendications historiques du mouvement ouvrier, force est toutefois de constater, ainsi que le soulignent les deux auteurs, qu'elle n'occupe plus aujourd'hui la place centrale qu'elle a pu avoir par le passé. Or, nous sommes précisément à l'ère d'un « grand retournement » puisque, contrairement à la tendance qui s'observait depuis plus d'un siècle, c'est à une augmentation du temps de travail que l'on assiste aujourd'hui, de la systématisation du recours aux heures supplémentaires au nom du « travailler plus pour gagner plus » à l'allongement de la durée de cotisation pour bénéficier d'un droit à la retraite en passant par la généralisation du travail du dimanche ou de nuit.

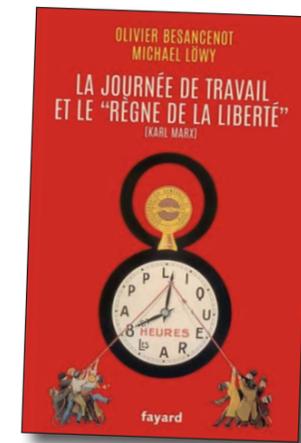
Un ouvrage qui tombe à point nommé donc, pour rappeler l'histoire de cette revendication fondamentale du mouvement ouvrier. Les deux premiers chapitres du livre traitent de la place qu'occupe chez Marx la question du temps de travail, qui fait l'objet d'une lutte, selon l'auteur du *Capital*, qui est rien moins qu'une « guerre civile larvée » entre le capital et le travail. Dans un troisième

chapitre, Olivier et Michael opèrent un retour sur la bataille concrète pour la réduction du temps de travail, de la fin du 19<sup>e</sup> siècle avec la lutte pour la journée de 8 heures, au début du 21<sup>e</sup> siècle, où la revendication de la diminution du temps de travail semble avoir perdu de sa centralité.

Le début et la condition du règne de la liberté

Cette revendication n'a pas pourtant absolument pas perdu de son actualité, bien au contraire, ainsi que le rappelle le quatrième chapitre, qui précède un dernier moment de l'ouvrage, qualifié par les auteurs

« [d']excursion utopique dans un avenir communiste émancipé, où les gens disposeraient enfin de temps libre ». Un livre salutaire, qui n'hésite pas à s'en prendre à une certaine intégration, y compris au sein du mouvement ouvrier, de l'idéologie productiviste et d'un rapport au travail qui fait primer les prétendues vertus émancipatrices de ce dernier sur son caractère structurellement, du moins dans le système capitaliste, aliénant. Or la réduction du temps de travail n'est pas seulement une revendication destinée à améliorer les conditions de vie des salariéEs et à lutter contre le chômage : elle est rien moins qu'une



condition nécessaire pour le combat anticapitaliste, le temps libre ainsi dégagé contenant « le potentiel d'une auto-affirmation du travailleur, dans la vie quotidienne, dans l'amour, dans l'auto-organisation, dans la lutte ». JS

Exposition

# Mai 68 : Tout le monde s'expose... même les flics !

De passage à « la grande maison » pour une déclaration de manifestation et découvrant une banderole peu habituelle en ces lieux, l'auteur de ces lignes a eu l'immense bonheur de visiter l'exposition « L'homme derrière le bouclier ». Après les repentis devenus macronistes Cohn-Bendit et Goupil invités au festival de Cannes, c'est au tour des flics, décomplexés et fiers de leurs états de service, de nous conter leur Mai à eux !

Nous n'oublions pas les morts et les blessés de 1968

Inutile de préciser que la brillante épopée exposée là est bien éloignée de la réalité qu'ont vécue les milliers de manifestantEs tabassés, roués de coup et embarqués en masse au centre de tri de Beaujon. On nous



parle du préfet Grimaud comme d'un brave homme qui a tout fait pour éviter un bain de sang et l'usage des armes à feu, de corps de police totalement surpris et débordés par l'ampleur des manifestations et de CRS profondément choqués de se faire traiter de SS... Non c'est vrai ? Il y a un homme, un vrai, qui réfléchit derrière le bouclier ? Excusez-nous, mais on avait pas remarqué... ni à l'époque, ni aujourd'hui ! D'ailleurs la vidéo sur les « casseurs » d'hier, qualifiés de gangs de banlieues,

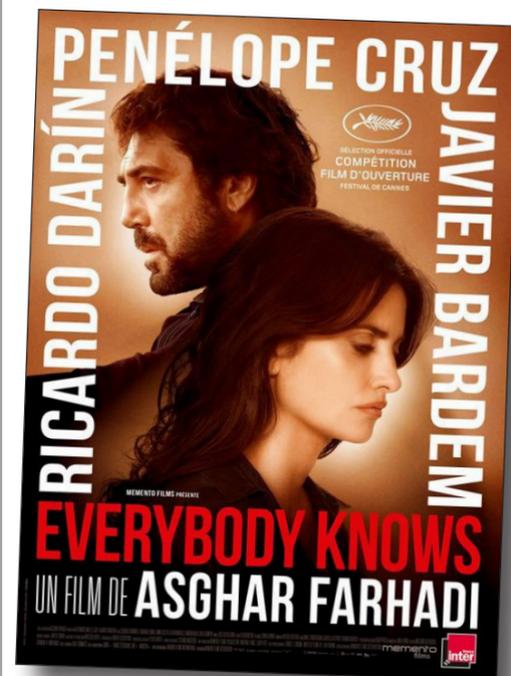
et comparé aux « casseurs » d'aujourd'hui, qualifiés uniformément de « black blocs », prouve à elle seule que vous n'aviez rien compris en 68, pas plus qu'en 2018.

Pour nous, un des symboles de Mai 68 restera la répression. Celle qui fut mortelle pour Gilles Tautin, jeune militant maoïste assassiné par les flics à Meulan. Le groupe de manifestantEs dont il faisait partie fut chargé par les gendarmes, au bord de la Seine. Après qu'il se fut jeté à l'eau, les flics empêcheront Gilles de rejoindre la rive jusqu'à la noyade. Ce sont les deux ouvriers de Peugeot Sochaux Pierre Beylot tué par balles, et Henri Blanchet poussé du haut d'un mur... Alors un peu de décence : derrière le bouclier il y a des assassins assermentés en puissance ! Alain Pojolat

Cinéma

# Everybody Knows

Film hispano-franco-italien d'Asghar Farhadi, sorti le 9 mai



On attendait avec impatience le nouveau film d'Asghar Farhadi. *Everybody Knows* (*Todos lo saben* pour les puristes qui ne voient pas l'utilité d'un titre en langue anglaise), avec sa distribution impressionnante et le talent de Farhadi, promettait une ouverture du festival de Cannes remarquable.

Thriller psychologique

Asghar Farhadi nous sert un thriller psychologique se déroulant dans un petit village espagnol. Laura, qui a émigré en Argentine, revient dans son village natal pour le mariage de sa sœur. S'ensuit une intrigue sur fond de disparition, de règlement de comptes familiaux, d'anciennes passions ravivées, de jalousie, de vieilles rancunes...

La volonté de Farhadi de « coller » à la culture espagnole est évidente, et les études de personnages sont fouillées mais non abouties : le père de famille, « El anciano », tyrannique, égoïste, qui vit encore sur le schéma des années noires de l'Espagne dans la toute-puissance machiste qui a mené sa famille à la ruine ; le personnage de Javier Bardem, modelé par les changements politiques, économiques et sociaux ; les personnages de femmes aux caractères trempés... Mais Farhadi n'a malheureusement pas réussi à maîtriser ce cadre ibérique. Choisir le cadre de la vie dans le milieu rural espagnol était intéressant. Les questions abordées (crise économique, exode des jeunes...) sont survolées. Et le thriller dans lequel il finit par se réfugier ne répond malheureusement pas aux attentes des spectateurEs. Les clichés s'empilent, l'intrigue est insignifiante, il n'y a aucun suspense.

Le choix des acteurs était judicieux. Qui mieux que Penélope Cruz et Javier Bardem, figures emblématiques du cinéma espagnol et de Ricardo Darin, omniprésent dans le cinéma argentin pouvaient nous immerger dans le monde ibérique et hispanophone ? Tous les ingrédients étaient réunis pour que nous retrouvions la qualité à laquelle Farhadi nous a habitués. Mais nous sommes bien loin de la qualité des films *Une séparation* ou *le Client*...

Sylvie Tridon

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43  
Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

# « Notre système de santé, qui était l'un des meilleurs du monde, est en train de s'effondrer »

**Entretien.** Alors qu'un rapport parlementaire récemment remis à Agnès Buzyn, ministre de la Santé, semble annoncer de nouvelles attaques contre l'hôpital public au prétexte de la saturation (bien réelle) des services d'urgence, nous avons rencontré **Christophe Prudhomme**, médecin urgentiste de l'hôpital Avicenne, militant CGT et membre de l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF).

## Partages-tu le constat selon lequel notre système de santé va mal ?

Notre système de santé, qui était l'un des meilleurs du monde, est en train de s'effondrer, conséquence des logiques libérales qui sont à l'œuvre depuis 1983 sous Bérégovoy. Aujourd'hui, nous sommes le pays de l'Europe de l'Ouest où la part de l'hospitalisation privée lucrative est la plus importante. Une des propositions de la CGT est de retirer l'agrément Sécurité sociale pour les établissements de santé privés à but lucratif. S'ils veulent continuer à travailler, il faut qu'ils basculent au statut à but non lucratif et dans un second temps on voit si on les intègre dans les services publics. Il n'est pas question que l'argent de la Sécurité sociale aille dans les dividendes des actionnaires.

## Nous avons appris dans la presse la mort de deux personnes âgées dans des salles d'attente des urgences d'hôpitaux. Que penser de ces événements ?

On médiatise les cas qui existaient déjà, et que l'administration et une partie des médecins responsables cachaient. À la suite de l'affaire de Strasbourg, les bouches s'ouvrent. Des personnes âgées qui meurent sur des brancards aux urgences, on en a régulièrement. Une des causes, c'est la non-médicalisation des EHPAD, le manque de personnel dans les EHPAD. Ces deux personnes en fin de vie n'auraient jamais dû arriver aux urgences. Malheureusement dans les EHPAD, la nuit, les week-ends et les jours fériés, c'est-à-dire les 2/3 du temps, il n'y a que des aides-soignantes qui ne peuvent pas assumer seules la prise en charge de ces personnes. C'est la raison pour laquelle on revendique 200 000 emplois dans les maisons de retraite. C'est simplement être au même taux d'encadrement que des pays européens auxquels on se compare très souvent pour nous faire avaler des couleuvres. Si les EHPAD étaient médicalisées, c'est-à-dire avec une infirmière 24 heures sur 24, des aides-soignantes en quantité suffisante et des médecins prescripteurs salariés, dans les 2/3 des cas les personnes n'auraient pas besoin de venir aux urgences et resteraient dans leur EHPAD dans un environnement plus satisfaisant, surtout quand elles sont en fin de vie.

## Et au-delà des urgences et des EHPAD ?

Pour les autres causes, les urgences sont le miroir grossissant de tous les dysfonctionnements du système de santé. C'est celui de la médecine générale en ville car aucune mesure n'a été prise ces 30 dernières années pour la réorganiser alors



DR

que les problèmes de démographie étaient prévisibles. Entre l'arrivée de Touraine et aujourd'hui, on a 5 000 généralistes en moins alors que le nombre de médecins n'a pas baissé. Non seulement il n'y a pas assez de médecins mais, proportionnellement, il y a trop de spécialistes par rapport aux généralistes. Le *Journal of the American Medical Association* (AMA), qui est un journal de médecine américain très réputé, explique que dans nos pays riches et développés avec une population vieillissante, il faut modifier notre stratégie de formation de médecins, il faut former plus de généralistes que de spécialistes et il faut plus de lits de médecine polyvalente dans nos hôpitaux qui sont trop spécialisés. La population ne trouve plus de médecin en ville et quand on en trouve, le mode d'exercice libéral en cabinet ou en cabinet de groupe ne répond pas aux besoins. Il faut que les médecins travaillent dans une structure qui ait un minimum de plateau technique pour ne pas avoir à multiplier les prises de rendez-vous pour une radio ou pour une prise de sang. Les gens préfèrent attendre six heures aux urgences, avoir tout sur place et avoir un service qui corresponde à leur demande.

## Que faut-il changer à l'hôpital ?

L'hôpital du 21<sup>e</sup> siècle ne peut pas être l'hôpital du 20<sup>e</sup> siècle. C'est-à-dire celui de la médecine technicienne hyperspécialisée qui ne correspond plus qu'à une petite partie de la médecine et la plus grande escroquerie politique de ces dernières années est le tout-ambulatoire. La chirurgie réglée pour les patients en bon état général peut se faire en ambulatoire si les gens n'habitent pas trop loin et ont un environnement familial et socio-économique satisfaisant. Ça, c'est une toute petite partie de la médecine. Les besoins qui vont aller en grandissant sont ceux de personnes de plus de 50 ans

atteints de polyopathologies, de maladies chroniques, de diabète, des problèmes d'hypertension et des problèmes cardiaques à la fois. Ils ont besoin d'être hospitalisés dans des services de médecine polyvalente avec des spécialistes consultants et des médecins généralistes hospitaliers qui coordonnent la prise en charge de ces patients et organisent le retour à domicile. Aujourd'hui, ces patients sont hospitalisés dans des services de spécialité où les médecins ne

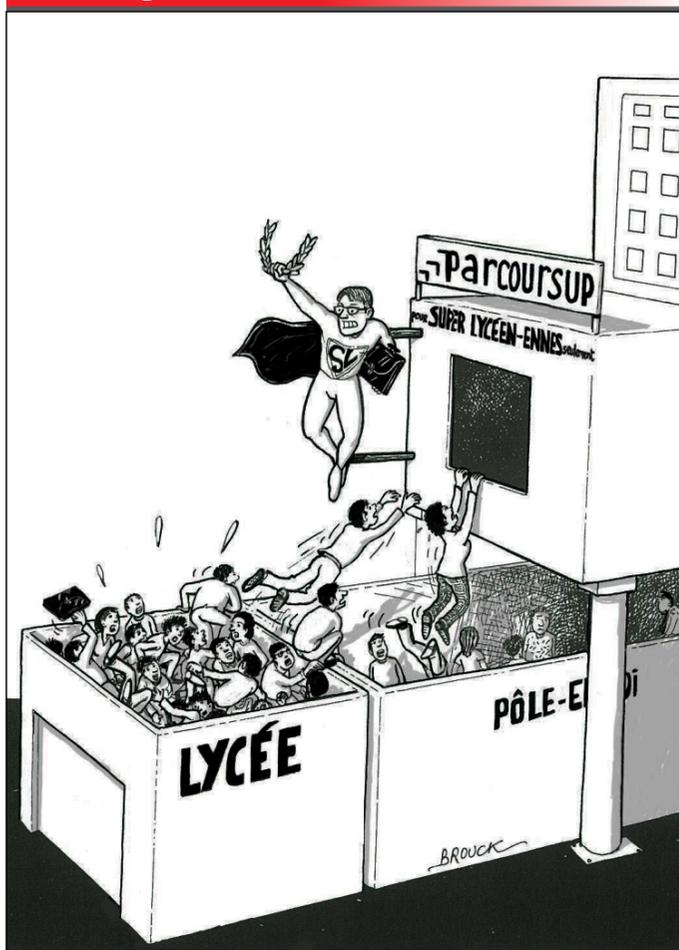
veulent pas s'occuper d'eux et où l'objectif est de les mettre dehors le plus rapidement possible. Nous, les urgentistes, on appelle ces patients, les patients boomerangs. C'est-à-dire, qu'on les fait sortir le vendredi soir et ils reviennent le samedi soir ou dimanche matin dans un état dégradé car on ne s'est pas préoccupé des conditions dans lesquelles ils pouvaient poursuivre leurs soins à la maison.

## Pour toi, quelles seraient les mesures urgentes et immédiates pour désengorger les urgences et pour qu'elles soient de meilleure qualité ?

Il faut former plus de médecins généralistes qui travaillent comme salariés dans des centres de santé pour qu'ils soient justement répartis sur le territoire et travaillent dans des conditions qui leur permettent de répondre aux besoins de la population. Il faut transformer les hôpitaux en ouvrant des lits de médecine, en arrêtant les plans d'économie qui se traduisent par des suppressions de postes, de lits et d'hôpitaux de proximité. Il faut créer 200 000 emplois dans les EHPAD et les médicaliser.

Propos recueillis par correspondante

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

### L'Humanité.fr INDE: 11 MORTS POUR L'ENVIRONNEMENT.

Morts pour s'être opposés à une usine polluante: au moins onze personnes ont été tuées par la police dans l'État du Tamil Nadu, au sud de l'Inde, alors qu'elles manifestaient contre les exactions environnementales d'une fonderie de cuivre. Le drame s'est déroulé mardi et mercredi, dans la ville de Tuticorin, où près de 20 000 personnes étaient venues exiger la fermeture de Sterlite Copper, filiale de la multinationale britannique Vedanta. Largement implantée en Inde, celle-ci est depuis longtemps l'objet de polémiques, tant pour la pollution engendrée par ses usines que pour les conditions de sécurité au travail. Le site de Tuticorin, singulièrement, est la cible d'une bataille vieille de plus de vingt ans, laquelle s'est intensifiée récemment, alors que Sterlite tente d'obtenir le droit de doubler ses capacités de production. Selon la police de Tuticorin, les contestataires rassemblés cette semaine auraient agi tels des émeutiers, ne laissant d'autre choix que le recours à la force. « Nous avons tiré en l'air à balles réelles pour [les] disperser. Mais (ils) ont continué à lancer des bombes et des engins incendiaires », expliquait, mercredi, un responsable des forces de l'ordre à l'AFP. « Nous avons été forcés de tirer des balles en caoutchouc, qui ont malheureusement touché un homme à la colonne vertébrale, et il est mort. » Dix autres personnes avaient déjà été abattues la veille. La version de l'enchaînement des faits est loin de faire l'unanimité. S'ils témoignent de leur détermination à venir à bout de l'usine, les militants réfutent toute volonté insurrectionnelle. « Cela fait vingt-trois ans que nous luttons », explique ainsi Fathima Babu, dont les paroles écrites sont relayées par les réseaux citoyens. « Nous devons nous assurer que Sterlite soit sortie de notre ville, à cause de tous ces morts (qui lui sont imputés) partout. Il n'y avait aucune intention de violence. » [...] La police de la ville aura à « répondre à beaucoup de questions », a réagi pour sa part Amnesty International, tandis que plusieurs universitaires, cancérologues ou autres professeurs rappellent l'urgence d'imposer aux industriels le respect des réglementations environnementales en Inde. À elle seule, la mauvaise qualité de l'air y tue prématurément 1,1 million de personnes par an.

Marie-Noëlle Bertrand, « La police indienne tue onze militants écologistes », *L'Humanité*, 25 mai 2018.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 20 € <input type="checkbox"/> 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 44 €	
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an	<input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 38 € <input type="checkbox"/> 76 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €

ÉTRANGER  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/>	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/>	Hebdo <input type="checkbox"/>	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

www.npa2009.org